

Recueil d'articles contre les FIES (2001-2004)

Extraits de *Cette Semaine*

ZONZON

La lutte des prisonniers FIES en Espagne

Depuis plus d'un an, de nombreux prisonniers incarcérés en Espagne en régime FIES (équivalent des ex-QHS français) ont décidé d'entamer une lutte collective demandant la libération des prisonniers malades, le regroupement de ceux qui le souhaitent avec la fin des transferts, la suppression du FIES (créé en 1991). Ils ont mené des grèves de plateaux, de sortie, de parloirs et font circuler des textes à l'extérieur des murs. En Espagne, en Italie comme en France, des initiatives ont vu le jour, allant de bombages de murs et accroche de banderoles en passant par des manifestations, collages et l'envoi de colis piégés ou l'attaque d'entreprises qui exploitent des taulards. Une cinquantaine de détenus sont à présent en grève de la faim illimitée depuis le 1er décembre.

Par ailleurs, la répression en Espagne poursuit son chemin et le 10 novembre, Estefania Maurete Diaz et Eduardo Garcia Macias sont arrêtés (une troisième personne a échappé aux keufs). Ils sont accusés d'être les auteurs des sept colis piégés envoyés entre avril et juillet à des journaflics ou des crapules œuvrant à la paix sociale en taule. Qu'il s'agisse d'une manipulation policière ou de réalité quelconque, nous apportons notre entière solidarité à ces camarades. Si la première a été relâchée sous contrôle judiciaire, le second est toujours incarcéré à Soto del Real, tandis que Claudio Lavazza et Gilbert Ghislain, deux détenus anarchistes accusés d'être les cerveaux de cette histoire de colis ont été transférés. La presse, livrant là comme à son habitude la version de la police, a accrédité l'idée de connexions avec l'ETA et de démantèlement d'une « cellule anarchiste ». On voit déjà se profiler un scénario *à la Marini*, comme en Italie.

Les détenus soumis au régime FIES, dans lequel les matons pratiquent tortures et parfois des assassinats (trois depuis le début de l'année), sont ceux que l'Etat a décidé d'éliminer, ceux qui sont définitivement trop rebelles pour être « réinsérés ». Dans son extrême raffinement, il a aussi prévu ce régime comme chantage extrême pour calmer l'ensemble des autres détenus, pour leur faire sentir dans leur chair qu'au-delà de l'isolement, il y a pire encore : un programme scientifique d'anéantissement. La grève de la faim illimitée, qui s'exerce avant tout contre l'individu qui la mène, reflète dans ce contexte la faiblesse du rapport de force qui a pu s'établir depuis le début de cette lutte. Ainsi, toute action qui ira dans le sens d'une solidarité active comme l'attaque d'intérêts espagnols ou de boîtes liées à l'exploitation de détenus sera un pas supplémentaire permettant à ceux « de l'intérieur » de recourir à des formes de lutte moins destructrices pour eux-mêmes.

Nous reproduisons ci-dessous des textes de détenus FIES traduits de l'espagnol ainsi qu'une chronologie de cette lutte concernant «l'intérieur».

L'homme et le rat

Le bruit du fourgon de police, provenant du moteur en mauvais état, de sa structure formée de cabanons déboîtés par tant de kilomètres, couvrait celui de ma tâche ardue : je tentais de démonter, dans cet espace plus que réduit, le plancher du fourgon. Dans cet endroit si minuscule, il était impossible d'ôter les rivets avec ce petit morceau de fer mou qui gémissait à chaque tentative. Mes mains transpiraient, mon cœur battait plus fort quand les « picoletos » jetaient un coup d'œil pour vérifier que j'étais bien menotté et que je ne faisais aucune manœuvre suspecte. Ils connaissaient mon désir ardent de liberté et savaient que je pouvais tenter de m'échapper à tout moment. A quelques occasions, ils essayaient de dissimuler leur vigilance derrière de faux gestes humanitaires, en cachant leur hypocrisie. Pour regarder à l'intérieur du cabanon que j'occupais, ils me demandaient : « *Comment ça va, Avila ? Bien ?* ». Je souriais en me donnant le luxe de l'ironie, celle que nous réservons à certaines occasions, et je répondis : « *Très bien, fabuleux* ».

Il n'était pas facile de créer une ambiance détendue. Ils ne se séparaient pas de leur suspicion, pas même le temps d'allumer une cigarette. Ils voulaient arriver à destination à n'importe quel prix, mais la perfection est une utopie, et la sécurité est construite sur des piliers et des briques d'insécurité. Ainsi donc, peu à peu, le plancher du fourgon s'est ouvert. L'ouverture n'était pas assez grande, mon corps ne pouvait s'y introduire. Il fallait encore l'agrandir, je le fis. Mon euphorie était visible. Depuis la solitude et le plus cruel enfermement de l'homme, je pouvais caresser la liberté au bout de mes doigts meurtris. Désormais, j'attendais que nous passions dans une ville ou qu'ils s'arrêtent dans un endroit pour manger ou à un feu rouge. J'étais nerveux. J'avais peur. Mon état d'anxiété bombardait mon muscle anarchique, qui battait à une allure incroyable. Je pouvais sentir les palpitations à mes tempes. Les « vert-olive » parlaient de syndicat et de militarisation, de tout et de rien.

Enfin, nous sommes rentrés dans une grande ville. Je pris mon souffle, je respirais profondément. Je ne priais pas, car je ne crois pas à ce qui est intangible, mais je sentais une force psychologique, comme si j'étais capable de faire passer le feu au rouge. Il fallait y aller, et j'y suis allé. J'introduisis d'abord les jambes jusqu'à la ceinture, puis je levais les bras et me fis descendre d'une façon incroyable ; je sortis du fourgon. Etonné par l'envergure de ses roues, je me dressais et pus voir que l'escorte, une patrouille et deux « picolos », ne s'aperçurent pas de ma manœuvre. Je traversais la rue sans courir et sans que ma peur fut trop visible et, au carrefour, je courus de toutes mes forces, je courus au large sans rencontrer aucun obstacle. Mais quelque chose m'échappait : pourquoi passais-je à travers les édifices ? Pourquoi passais-je à travers les voitures ? Par quelle magie ? Soudain je m'évanouis et j'eu la sensation de tomber dans les égouts.

Je ne sais pas combien de temps je restais là, au milieu des détritus, des pestilences et des rats. En revenant à moi, je me sentis observé et, effectivement, un nombre indéterminé de rats me regardaient, et ils paraissaient échanger leur opinion sur moi car ils poussaient de petits cris incompréhensibles. Leur attitude n'était pas agressive, et bien que j'ai toujours eu une phobie sans limite pour ce genre d'animaux, je ne ressentais rien à ce moment. Leurs mouvements de moustache m'inspiraient une confiance terrible. Je restais calme puis pensais : « le rat est aussi un animal parqué, le rat est comme moi ». Je décidais de me solidariser avec eux. Dans la zoologie sociale, eux aussi sont persécutés, nous avons un lien secret, nous sommes de la race de ceux qui fuient, du groupe de ceux qui ne doivent pas vivre. Je voulais, je désirais utiliser un langage qui m'aurais permis de communiquer avec eux, mais je me sentis ridicule dans l'intention que j'avais d'imiter leurs petits cris pointus, et j'étais persuadé qu'ils n'y comprendraient rien. Je cherchais simplement à leur dire tout ce que nous avions en commun.

Quelle ne fut pas ma surprise quand, tous regroupés, ils prirent une même direction dans ce cloaque, comme pour m'inviter à les suivre, ce que je fis. C'était un labyrinthe dont la décoration marquait la marginalité la plus extrême, celle que des groupes écologistes ne prennent pas la peine de visiter (je pensais à la SPA : dans leurs discours, ils prétendent que tout animal doit vivre dignement ; la vérité est très différente, s'ils ne se soucient pas du fait que leurs semblables soient torturés, quel genre de sensibilité peuvent-ils éprouver pour les pauvres petits animaux ?). Nous débouchâmes dans une galerie qui, soudain, s'illumina. L'éclat de la lumière m'obligeait à fermer les yeux mais je les rouvris aussitôt. Et là m'apparut l'image de Miguel Hernandez ! Oui, c'était lui, déguenillé, malodorant, mais avec la même richesse d'esprit dont il témoigna toujours quand il donnait son avis. Je lui parlai de notre similitude avec les rats, et il ajouta que nous aussi, dans les prisons, avions été des cobayes, et qu'après sa mort, les rats lui avaient démontré leur supériorité sur l'homme en honnêteté, en loyauté, en égalité et en fidélité...

Je sursautai et remarquai une rude poussée, un coup et ensuite une voix dure et autoritaire me dit : « *Réveille-toi, Avila, nous sommes à Lugo, nous sommes arrivés. Et sache que nous ne sommes pas des rats ! Nous t'avons entendu et nous ferons un rapport concernant tes insultes, en avant !* ». C'est ainsi que cette histoire s'achève quand j'ai émergé de ce rêve.

Francisco Javier Avila Navas, prison de Badajoz

Traduit de l'espagnol. Extrait de la brochure « Fug@ de la sociedad carcel, Solidaridad con las luchas do los presos », novembre 2000, pp 16-17. A commander à : ComunicAccion Directa - Apdo. 156072 - 28080 Madrid - Espagne.

Chronologie récente

Mobilisations et actions dans les prisons

14 jan. 2000 : Luis Miguel Mingorance, David Moyano Cazorla et Daniel Ramirez Cordoba se déclarent en grève de promenade à Huelva.

15 jan. : à la suite de la répression de la direction de la prison de Huelva, les compagnons se déclarent en grève de la faim.

11 fév. : début d'une grève de la faim illimitée à Teixero.

21 fév. : Grève de la faim de trois compagnons à Jaen II ; deux l'ont poursuivie pendant 40 jours.

16 mars : début d'un jeûne de quatre jours, coordonné dans 20 prisons.

4 avril : deux prisonniers s'évadent de la prison d'El Acebuche, Alméria (Andalousie).

15 mai : début d'une grève de promenade illimitée à Villanubla, pour les 10 points de revendication collective et en solidarité avec le groupe anarchiste qui a envoyé un colis piégé à Zuloaga.

20-25 mai : grève de la faim à Soto del real (Madrid) de cinq compagnons contre la répression qu'ils continuent de subir (provocations, coups, interception du courrier,...).

juin : sept prisonniers entament une grève de promenade à Teixero (La Corogne, Galice) en riposte à leur situation, et reprennent les revendications collectives.

18 juin : quatre prisonniers entament une grève de la faim parce que leur situation ne s'est pas améliorée.

30 juin : grève de la faim spontanée dans le module 4 du second degré à la Moraleja (Palence) en riposte à un maton. En représeailles, deux prisonniers sont mis en isolement, un autre transféré et les autres sanctionnés.

1-7 juillet : grève de promenade coordonnée dans plusieurs prisons. Les 8 et 9, jeûne coordonné.

5-6 août : jeûne collectif dans plusieurs prisons.

17 août : trois prisonniers détruisent leurs cellules à Soto del Real pour mettre fin aux abus des matons et revendiquer les trois points collectifs. Ce soir-là, Sergio S.E. est sévèrement tabassé par quinze matons.

1-2 sept. : jeûne collectif dans plusieurs prisons.

9 sept. : Laudelino Iglesias (détenu depuis 20 ans) entame une grève de la faim illimitée pour réclamer sa mise en liberté immédiate et celle de Francisco Brotons (détenu depuis 23 ans), tous deux ayant terminés leur peine.

24 sept. : A Duenas (Palence), en riposte au passage à tabac de Laudelino survenu les jours précédents, les prisonniers en isolement détruisent leurs cellules et se déclarent en grève de la faim pour qu'il soit ramené au module.

6-7 oct. : jeûnes collectifs dans plusieurs prisons.

1 déc. : grève de la faim illimitée dans plusieurs prisons sur les trois points de revendication.

Répression (janv.-sept. 2000)

janv. : Ramon San Antonio Meda est torturé à Jaen II

4 mars : Alberto Gil Fernandez est torturé à Teixero (Galice). José Romera Chulia est assassiné par pendaison à Picassent.

8 mars : Claudio C.O. est tabassé à Soto del Real.

10 mars : Mohamed Rami est torturé à Valdemoro.

18 avril : Daniel Ramirez Cordoba est torturé à Villanubla (Vallaloid).

24 avril : un prisonnier se pend à Grenade (Andalousie).

29 avril : José M.S. est tabassé après s'être volontairement blessé par coupure afin de recevoir la visite médicale qu'on lui refusait.

12 mai : Pedro Carlos Rama Martinez est torturé à Soto del Real.

5 juin : Mohamed Abdelkader est tabassé et menotté au lit durant 24h à la Moraleja, Duenas.

9 juin : José Manuel L.F. est tabassé et menotté au lit pendant 24h pour avoir demandé la venue d'un médecin à la Moraleja.

12 juin : Laudelino L.M. est enfermé en isolement en représailles au lancement d'une procédure légale concernant le passage à tabac de José Manuel.



13 juin : un prisonnier est violemment tabassé à Daroca.

27 juin : Enrique J. est tabassé et menotté au lit 24h, à Duenas. Dans la même prison, Laudelino I. et Daniel R. sont privés de promenade pour avoir dessinés sur le mur de la petite cour trois porcs (un capitaliste, un religieux, un militaire).

1-2 juillet : Antonio Porto Martin est torturé sans sa cellule à Picassent et on lui retire ses médicaments anti-viraux ; après quoi, il tente de se suicider. L'information nous parvient qu'un compagnon (dont on sait seulement qu'il s'appelle Paco) est assassiné des mains des matons. La version officielle est «overdose».

22 juillet : un prisonnier de la prison d'Aranjuez est retrouvé pendu.

2 août : un prisonnier en transit vers Teixero est torturé.

24 sept. : Laudelino Iglesias est tabassé et menotté 19h au lit, au cours de sa grève de la faim à Duenas.

[Outre les morts et tortures dans cette chronologie, la répression a pris la forme de transferts, de dispersion, de refus de courriers, retrait des médicaments et de provocations quotidiennes sans fin de la part des matons].

Ils croient, mon amie,
qu'ils peuvent réduire au silence les voix
toutes les voix,
de tant de disparus,
ils croient que leurs tortures,
leurs lois, leurs injustices,
peuvent nous faire trembler
et bâillonner nos cœurs
qui débordent de Liberté.

Tandis que toi, tu es là,
avec tant d'autres,
ils ne pourront jamais nous faire taire,
ils défendent ce qu'ils ont
et pensent ce qui les arrange
et nous, nous sommes la bannière
et le vent de Liberté.

Malgré mes chaînes,
mes nuits dans la solitude,
mes amis « assassinés »
pour s'être rebellés et avoir lutté,
malgré qu'il coûte tant à mon visage
aujourd'hui d'esquisser un sourire,
jamais, jamais, ils ne vaincront
ma souffrance, ma vie,
ma lutte, ma dignité,
la mémoire de tant d'autres,
qui dans mon cœur sont toujours vivants ;
ils sont comme des balles qui rappellent
ce qu'est la vie sans la lutte.
Je vins dans ce monde pour vivre
pour rêver, pour croire en mes amis
pour vivre sans respecter
ni les lois, ni les commandements.
Je n'ai qu'une vérité :
l'égalité du pain pour tous,
l'amour, la liberté.

Poursuivons ensemble, amie,
dans notre tranchée utopique,
arrimés à la bannière
qui un jour triomphera,
ma main est prête
à empoigner
ce qui enfin nous rendra libres.

Tant d'hommes et de femmes,
tant de gens anonymes
ont quitté la vie dans cette quête.

Pauvres diables ignorants !
Dépourvus de toute vérité
ils croient pouvoir te faire taire, toi,
ou enchaîner mes mains,
dans leurs enfers grillagés.
Trois fois déjà
je me suis échappé
de leurs trous, de leurs filets
et je le referais
parce qu'ils ne peuvent pas en finir avec nous,
amie, ils ne le pourront jamais.

Parce que le soleil éclaire
comme les vagues de la mer
notre plage, notre destin, notre triomphe à la fin,
notre univers même, sera cerné
par cette unique vérité
pour laquelle tous tous deux nous naquîmes,
l'amour de la Liberté.

Que les bourreaux attendent !
la corde est prête,
un jour mes armes effaceront
les sourires de leurs faces.

Et je te laisse, mon amie,
depuis cette triste pièce
où, bien que je sois sous les verrous,
je peux encore voir le ciel,
et cette étoile passagère
qui est depuis longtemps
mon éternelle compagne.

Roberto B. Catrino Lopez

Traduit de l'espagnol. Extrait du bulletin de l'AAPPEL (Assemblée de soutien aux prisonniers en lutte), septembre-octobre 2000, p28. AAPPEL - Blasco de Garai 2 - 08004 Barcelone - Espagne

Huye hombre huye

Les extraits ci-dessous sont tirés du livre *Huye hombre huye* de Xosé Tarrio Gonzàles. Ce prisonnier incarcéré au régime FIES ne raconte pas "*une histoire exceptionnelle mais une triste histoire qui se répète dans les prisons espagnoles. C'est l'humble tentative d'un néophyte de transmettre une réalité façonnée sur papier avec les limites d'un brevet des collèges. Pourtant, j'ai pensé que dans ce premier essai je pouvais vous offrir ma sincérité. Je n'ai pas prétendu embellir un thème aussi sérieux avec des ornements littéraires. J'ai voulu être sincère, dur, cru et critique comme le sujet l'exige, sans me poser en victime mais sans renoncer à raconter des faits que les médias on tu. J'en assume les risques et les conséquences, étant toujours enfermé dans une cellule à la merci des excès de ceux que je critique ouvertement dans ce livre*". La traduction est tirée de la version italienne éditée en septembre 2000, et est parue dans un recueil d'articles contre les prisons diffusé par *Tout le monde dehors !* début juin 2001.

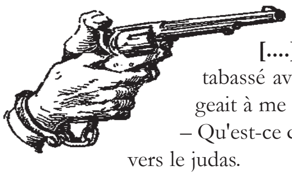
Ces "sans coeurs" au cours d'une révolte le 18 mars 1991

[....] Entre temps la tension grandissait autour de la prison. Les Unités Spéciales d'Intervention (UEI) de la garde civile étaient prêtes à intervenir. Les détenus misaient le tout sur la doctoresse prise en otage. Les forces anti-émeutes ne seraient pas intervenues tant qu'elle serait là à cause de sa grossesse. Ils ne voulaient pas être responsables d'une lésion du fœtus ou risquer qu'elle soit tuée par les "bêtes sauvages"qui la retenaient en otage.

La réalité était différente : à l'intérieur, nous discutions de sa libération. C'était une décision compliquée car cela augmentait les risques d'un blitz des UEI. L'état de grossesse de l'otage remettait en cause, de part notre éthique, la séquestration puisque cela compromettait un innocent. Donc nous avons décidé de la libérer tout en sachant que cela augmentait les risques d'une intervention.

En fait ce geste humain dicté dans un moment de "faiblesse" ouvra la voie à l'intervention des troupes d'assaut. En fait, une fois la femme libérée, l'administration donnait une valeur mineure à l'échange d'otage. C'est ainsi que l'administration pensait et agissait. A l'aube du 19, les faits se sont précipités. Les forces d'assaut recevaient l'ordre d'intervenir pour mettre un terme à la séquestration. S'en suivirent des charges explosives et des rafales de mitraillettes. Tous se passa rapidement. Les détenus furent localisés et immobilisés pour être ensuite sauvagement tabassés avec des battes de base-ball. C'était la méthode habituelle des assauts qui voulaient terroriser les autres détenus. Cela se termina par le transfert de trois détenus à l'hôpital, deux autres mis en isolement et la libération des otages. L'assaut mit un terme aux revendications qui ne furent jamais divulguées. L'administration pouvait se sentir heureuse du devoir accompli.[...]

Visite d'un maton de Zamora



[....] Dans la prison de Zamora il m'avait tabassé avec ses collègues, et maintenant il m'obligeait à me souvenir de ce fait pour lui héroïque.

– Qu'est-ce qui se passe fils de pute ?–- me dit-il à travers le judas.

– T'en as pas marre de recevoir des coups de triques ? Aujourd'hui c'est mon tour de garde, fais donc attention, au premier faux-pas tu vas manger, ou bien tu m'as oublié ?

– Je m'en souvenais parfaitement.

– Bien sûr que je m'en souviens – lui répondis-je en m'approchant de la porte.

- Bien, car je n'ai pas envie de t'écouter toute l'après-midi. Compris ?

Je ne répondis pas à la provocation.

Une heure après, ils vinrent me chercher pour la promenade. Dans une de mes tennis, j'avais caché un petit couteau en fer de ma fabrication. Ce fils de chienne l'aurait payé une fois pour toutes.

Je n'eus pas de problème à passer le couteau à la perquisition qu'on me faisait d'habitude à la sortie de la cellule.

Il était près de la porte d'accès à la cour. Sa figure reflétait l'arrogance de celui qui se sent protégé par l'uniforme, par le système, car il sait qu'il peut agir en toute impunité. Il s'approcha pour me dire quelque chose, et mon poing le toucha en pleine figure, le faisant tomber. Surpris qu'un détenu ose lever la main sur lui, il se dirigea vers la guérite et sortit armé d'une matraque.

– Tu vas en chier – cria-t-il furieux en s'élançant sur moi .

Me baissant, je sortis le couteau de ma chaussure. En le voyant, il s'arrêta, jeta la matraque et leva les mains sans opposer de résistance.

– Calme-toi, Tarrio, s'il te plaît...

Je m'approchais de lui en le faisant s'agenouiller devant moi. Je lui lançais un coup de couteau à hauteur de la tête qui s'arrêta sur l'une de ses mains avec laquelle il essayait de se protéger.

– Qu'est ce qu'il y a ? Tu ne fais plus le dur ? – hurlais-je, hors de moi.

– Ou bien es-tu courageux seulement devant un adolescent tout nu et sans défense ? ajoutais-je en faisant allusion au tabassage de Zamora.

– Reste calme, mec, tranquille. On arrangera cela avec calme, OK ? criait un garde à l'autre bout du module.

– Déconnes pas Tarrio, s'il te plaît calme toi ...

Je regardais mon otage. J'avais envie de le tuer, mais j'ai résisté en pensant aux conséquences qu'une telle action auraient pu me causer. Je le libérais.

– Regarde porc, cette fois-ci je te libère. Si un jour tu essaies de prendre ta revanche et de me toucher à nouveau. Je te tuerais. Est ce clair ?

– Oui , Tarrio. Promis, cela n'arrivera pas....

Je me dirigeais vers la cellule et me débarrassais du couteau en le lançant à Camaño par la fenêtre. Je m'allongeais sur le lit, tendu pour les possibles conséquences.

Peu après, plusieurs gardiens sont arrivés, ils m'ont menotté et transféré dans une autre cellule. Ils ne me frappèrent pas ni me menacèrent, ils se limitèrent à me changer de cellule. Ils me demandèrent le couteau et je répondis l'avoir jeté dans les WC. Ils me laissèrent seul avec les menottes dans une cellule vide.

Plus tard, le gardien blessé vint me voir. Il avait la main bandée et était habillé en civil. J'ai supposé qu'il était suspendu, nous parlâmes à travers le judas.

– Ecoute Tarrio, je sais que ce que j'ai fait à Zamora n'était pas bien, mais je n'obéissais qu'aux ordres, ainsi que les autres agents – s'excusa-t-il. Ce qui s'est passé aujourd'hui m'a fait voir les choses différemment. J'ai parlé avec mes collègues pour qu'il n'y ait pas de représailles contre toi.

– Bien.. – répondis-je surpris par son attitude.

– Avec le temps, nous nous abrutissons tous, ne penses pas que ce soit facile de travailler ici, mais il faut bien manger quelque chose.

– Il est préférable d'avoir faim plutôt que de torturer pour l'éviter – ai-je répondu.

– Oui, mais il faut bien que quelqu'un fasse ce travail. Ecoute, y avait-il du sang sur le couteau ? Je te demande cela à cause du sida, car tu es séropositif...

– Non, il était propre.

– Il faut que je m'en aille. Désolé que cela se termine ainsi.

– C'est la prison – ai-je répondu en résumant avec ce mot tous les maux du monde, cette institution devrait être éliminée de la surface du globe par les hommes et les femmes. [...]

Le chemin de la répression

[...] A cette époque, j'ai reçu une lettre avec deux mois de retard, elle était d'Ana, elle m'envoyait aussi des photos. En me la donnant, le gardien me dit :

– Lis-la, et quand tu auras fini, je viendrai la reprendre car c'est interdit de garder les lettres en cellules.

Je ne répondis pas et je commençais à la lire. Elle voulait venir me voir, mais il lui fallait le permis du juge d'application des peines. Je regardais les photos, elle était assise et je trouvais qu'elle était belle, comme toujours. Je l'aimais et j'espérais pouvoir la voir au plus tôt. Je lui répondis vite et préparais la lettre pour le tribunal afin de solliciter un permis de visite. Ensuite, je m'allongeais sur la plaque en fer qui servait de sommier et je mis une serviette en guise d'oreiller, je regardais de nouveau les photos en me laissant bercer par le sentimentalisme. A l'heure du déjeuner, le gardien me demanda la lettre, mais naturellement, je refusais.

Il se fâcha et me menaça :

– Si tu ne me donnes pas la lettre, nous viendrons la chercher nous-mêmes.

Donc après avoir ramassé le plateau et l'avoir posé sur le lit, j'ai déchiré la lettre et les photos et je les ai jetées dans les toilettes. J'ai appuyé sur la chasse, et malgré la douleur de voir ainsi disparaître des fragments de ma vie, je répondis en souriant à l'agent :

– C'est tout pour toi.

– Vous aurez un rapport, dit-il en claquant la porte avec force.[...]

Lutte contre le FIES de Picassent

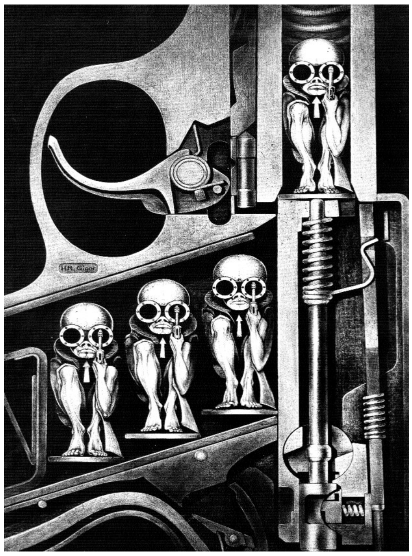
Salut à tous/toutes ! Je m'appelle Paco Ortiz Jimenez, je suis arrivé de Picassent au FIES [1] de Huelva le 6 avril dernier, où se trouvaient déjà Claudio et Gilbert. Tous les trois nous parlons beaucoup, et comme vous pouvez l'imaginer, toutes nos conversations tournent autour de la lutte, nous échangeons nos idées et nos préoccupations. Nous avons reparlé de l'histoire des luttes carcérales de ces 20 dernières années et nous avons pensé qu'il serait intéressant de faire des récits de taule sur les luttes, évasions, mutineries, etc. écrits par les protagonistes mêmes, pour les publier sous forme de livre. Paco nous a fait part de son manque d'information total quant à l'isolement auquel ils sont soumis à Picassent ; c'est avec son arrivée à Huelva qu'il a pris conscience de la répercution que nos luttes ont eu sur le mouvement anti-prisons et des causes d'une si grande ignorance : mise au secret, rétention du courrier et des publications légales (à Huelva par exemple, ils ont retenu deux publications avec dépôt légal, el GUEI et el BORINOT). Pour éviter cela, nous insistons et nous répétons que les groupes et les amis de l'extérieur devraient mieux se coordonner qu'ils ne le sont maintenant.

Ensemble, nous avons constaté qu'en 20 ans de luttes carcérales, c'est la première fois que nous avons le soutien des compagnons de la rue. Grâce à leur effort et leur sacrifice, ils ont su donner de la couleur à ces luttes. Il faut ici mentionner les montages médiatico-judiciaires [3] dirigés contre ces compagnons/nes de la rue, accusés injustement d'être les auteurs matériels de l'envoi de colis piégés, sans oublier non plus les attitudes mesquines et misérables de certains éléments du mouvement qui les ont accusés d'être des provocateurs et d'être infiltrés. Nous considérons que des stupidités de cet ordre n'apportent rien de bénéfique, au contraire, elles créent un dommage irréparable qui provoque un isolement, un abandon et une rage qui nous brûle le coeur.

Les difficultés que nous avons pu constater sont énormes, les propositions de lutte élaborées dernièrement, comme celle des "bras croisés", nous ne savons pas exactement quel accueil leur ont réservé les prisonniers. Les txapeos [2] ont une diffusion limitée parce qu'ils ont été sanctionnés dans plusieurs prisons. Les jeûnes se sont répétés trop souvent, perdant une grande part de leur force et de leur efficacité (ici à Huelva, nous avons jeûné tous les trois, les 7 et 8 avril et nous continuerons à le faire tous les mois). La nécessité de trouver une nouvelle proposition de lutte qui mette en avant la solidarité et permet la participation de tous les prisonniers, sans trop de sacrifices, nous la voyons dans la GREVE DE PLATEAUX, qui consiste à refuser la nourriture de la prison (pour quelques jours ou semaine). Ce n'est pas un jeûne parce que ça nous permet d'acheter la nourriture à l'économat (pour celui qui peut... bien sûr) ou de l'économiser (là où c'est possible) au cours des jours qui précèdent la grève. L'autre avantage que nous lui voyons est qu'ils ne peuvent pas nous sanctionner si nous refusons la bouffe merdique de l'Administration. Sincèrement, nous pensons que cette proposition est assez bonne parce que l'on arriverait à rompre la barrière que le régime FIES essaie d'imposer aux prisonniers. Logiquement, cela exige pas mal d'efforts pour contacter et convaincre ceux du 2e degré, c'est un boulot qui serait plus facile si les groupes de la rue laissaient de côté leurs préjugés et arrêtaient de se mettre en avant. De toute façon, il y a toujours un revers à la médaille, étant donnée la répression incessante, qui nous obligera à un moment donné à adopter des ripostes chaque fois plus conformes aux dures réalités qu'ils nous obligent à vivre... Mais nous ne sommes sûrs de rien... Nous essayons simplement d'être plus créatifs pour que la flamme de nos luttes ne s'éteigne jamais. Le témoignage de Paco sur les dernières actions organisées à Picassent nous apportent de la matière à réflexion :

"Mon transfert à Huelva est dû aux motifs suivants : à Picassent, José Manuel Luengos Fernandez (aujourd'hui à Jaen II), Bernardo Sevilla Borrego (aujourd'hui à Cordoba) et moi-même, avons maintenu une grève de la faim pendant tous le mois de décembre (2000) et par la suite pendant 18 autres jours au cours du mois de mars 2001. Comme réponse, la direction de Picassent II a accru la répression et nous y avons répondu dans un premier temps par une confrontation directe, par des propos et par de la désobéissance. Face à notre attitude, les bourreaux ont répondu par le tabassage de Sevilla et de Juan (le Tondu). Ils nous ont séparés et nous sommes restés trois prisonniers FIES, chacun de nous confiné dans une cour. Mais, par accord commun, nous sommes arrivés à la conclusion que dans le module FIES de Picassent, les luttes comme les txapeos, les grèves et les actions similaires ne font que nous conduire à plus de répression, pleine de restrictions, de rétention du courrier et d'isolement par rapport aux autres compagnons/nes du dedans comme du dehors. En même temps, nous avons pris conscience que tout ce qui arrive à Picassent II est systématiquement passé sous silence. Personne ne sait ce qui s'y passe. Face à cette situation difficile, notre nouvelle stratégie fut la suivante : après le dernier tabassage de Juan et notre isolement respectif, nous avons décidé de détruire tout ce qui était possible. L'ennemi nous a attaqué un par un, protégé par son nombre supérieur, ses matraques, ses casques et ses boucliers. Notre compagnon Sevilla a été transféré le 16 janvier à l'Hôpital Général Universitaire (pendant une journée), et moi-même j'ai fini le même jour dans le même hôpital car lors de notre affrontement avec les bourreaux, je brandissais une pointe de 16 centimètres qui pendant l'agitation de ce combat acharné a fini par se planter dans mon poumon gauche (et pas par main), de là à m'interroger... Tentative d'assassinat ? J'ai été admis 6 jours aux urgences, en passant par la salle d'opération dudit hôpital. Après tout ce temps, du fait de l'inquiétude que je ressentais quant à l'état de mes compagnons, j'ai moi-même insisté pour sortir de l'hôpital le 8 [février], bien que mon poumon ne soit pas guéri. A mon arrivée dans le module 9bis (l'aile du contrôle direct), j'ai constaté que Luengos et Sevilla se trouvaient encore en bas (j'étais au premier étage). Tout continua comme avant : article 75, isolement, restriction de promenade, nourriture dégueulasse...

Que faire ? Penser à une nouvelle stratégie qui ne se retourne pas contre nous, mais qui ne laisse pas de doutes sur nos intentions. La répression continue : lors des fouilles quotidiennes, toutes nos affaires sont jetées au sol sans le moindre respect pour les objets auxquels nous tenons (photos, etc.). Il ne s'agit plus de fouilles mais de mise à sac, réalisée avec l'intention de nous soumettre. C'est à ce moment que nous avons décidé de rendre inutilisable le module FIES en utilisant des draps, des housses de matelas, des serviettes et des chemises coupées en morceaux que nous avons introduits dans les WC pour créer des bouchons qui bloquent les canalisations, empêchant l'évacuation des déchets. Le résultat fut l'inutilisation totale de trois cellules, avec de la merde et de l'eau nauséabonde qui inondaient tous les couloirs, qui descendaient par les escaliers jusqu'à arriver au pied des gardiens. Pour couronner le tout, on leur demandait par l'interphone pourquoi il y avait autant de merde qui sortait des WC. Eux savaient parfaitement ce qui se passait, et ils nous ont changé de cellules. Une équipe de plombiers est venue pour essayer de déboucher l'énorme bouchon qui s'était formé jusque dans les égouts de la cour de promenade... Mais tu parles... ils n'y sont pas arrivés.



Dans les nouvelles cellules dans lesquelles ils nous ont mis, nous avons répété l'opération avec les mêmes résultats néfastes pour les structures du module ! Conclusion finale... ils ont fermé le FIES de Picassent et on nous a transféré tous les trois. Une délicieuse et joyeuse sensation de victoire m'envahit alors que j'étais assis dans le fourgon de la Guardia Civil, une grande joie et un sourire m'ont accompagnés pendant tout le voyage, avec l'idée que la merde flottait dans les couloirs pestilentiels et vides du module FIES de Picassent".

Chaleureuse accolade !

1. FIES : Fichier interne de suivi spécial. Modules spéciaux qui comportent plusieurs degrés en fonction de la soumission des détenus. On y trouve en général les meurtriers de flics, les braqueurs, des insoumis à l'armée et plus généralement à cette société. La torture et les tabassages y sont le lot quotidiens. Voir les infos diffusées par Tout le monde dehors ! – 21ter rue Voltaire – 75011 Paris qui a publié quatre lettres d'infos et deux brochures sur le sujet. / 2. Grève de promenade. / 3. Le 9 novembre 2000, la police a arrêté Eduardo Garcia Macias (membre de l'ABC) et Fany Maurete (une 3e personne est en fuite) en les accusant de liens avec sept colis piégés postés à des journalistes et un politicien en solidarité avec la lutte contre les FIES. Edu est depuis lors incarcéré en FIES.

[Traduit de l'espagnol par CS. Extrait du bulletin de l'ACOP'S – qui diffuse des lettres de prisonniers en lutte contre les FIES –, numéro publié vers mai 2001. Adresse : A COP'S – Apt. 24103 – 08080 Barcelona]

La lutte en Espagne contre les FIES

Nous publions ci-dessous une chronologie de la lutte contre les quartiers d'isolement FIES en Espagne. Si cette forme n'est pas très agréable à lire, elle nous semble tout de même utile parce que peu de choses sont publiées sur ce sujet en français et que la continuité dans une lutte dure et longue nous semble importante. Cette chronologie, tant des actions à l'extérieur que celle des détenus, restitue à la fois la mémoire des noms et celle des formes que peuvent inventer les prisonniers incarcérés dans cette prison interne à la prison même. Elle fait suite à celle que nous avions insérée dans CS 82, il y a un an, et qui portait sur les débuts de l'année 2000. Bien entendu, il serait utile de la compléter par d'autres lettres de détenus — nous en publions deux ici. On peut les trouver en espagnol dans le bimestriel *A Golpes* (Apdo. 28041 - 28080 Madrid ou Apdo. 24103 - 08080 Barcelona).

Chronologie 2000

Août

✔ *5 et 6, jeûnes collectifs dans plusieurs prisons.*

✔ *6, les portes d'accès au métro sont scellées et les escaliers sont repeints sur la ligne 1 Loanc (Barcelone) en soutien aux jeûnes.*

✔ *19, un prisonnier en état grave s'enfuit de l'hôpital et avec une autre personne attaque une succursale bancaire. Peu après, ils sont arrêtés par la police.*

✔ *[21, attaque à Turin de l'entreprise Stroppiana qui participe à la nasse carcérale et s'enrichit du travail des prisonniers.]*

✔ *24, Mohammed Lakhdar est tabassé au centre d'extermination de La Moraleja, à Duenas (Palencia).*

Septembre

✔ *9, Laudelino Iglesias entame à la Moraleja une grève de faim et d'enfermement indéfinie (elle se termina le 21 octobre) pour exiger sa libération immédiate pour avoir passé 20 ans en prison, tous les compagnons en isolement restèrent en grève de promenade en solidarité avec lui et F. Brotons (23 ans de prison).*

✔ *9 et 10, jeûnes collectifs coordonnés dans plusieurs prisons.*

✔ *24, Laudelino Iglesias est tabassé par 3 matons, à son 15ème jour de grève de faim, puis ils le gardent menotté au lit pendant 19 heures. Tous les autres compagnons en isolement (sauf un), en entendant ce qui se passait, ont saccagé leur cellule en protestation. Laudelino maintint sa grève 43 jours.*

Octobre

✔ *7 et 8, jeûnes collectifs coordonnés dans plusieurs prisons.*

✔ *16, une lettre piégée adressée à Raul del Pozo (journaliste d'el Mundo) est interceptée.*

✔ *18, un engin artisanal explose dans une succursale bancaire de Barcelone.*

✔ *19, un colis piégé adressé au journaliste Alfredo Semprun (de La Razon) est intercepté.*

✔ *22, Marche à la prison de la Moraleja, depuis Duenas.*

✔ *27, un groupe de personnes bloque au milieu de la matinée plusieurs rues centrales de Valladolid et font des*

Salut Compagnons !!

Cette fois, je vous écris depuis une cellule de châtiment du couloir de la mort (module de régime spécial FIES 1) du camp de concentration et d'extermination de Valence, à nouveau un centre de torture, d'exploitation et d'extermination de l'Etat fasciste espagnol, qui est en train, petit à petit, d'infecter la Péninsule Ibérique avec des instruments de ce genre.

C'est une petite cellule d'isolement, anti-mutineries (tout est fait de béton armé et de fer, rien ne peut bouger de sa place, le lit est une " brique " de béton dans un coin) : elle possède DEUX portes (une grillagée, l'autre complètement en fer) dont l'ouverture et la fermeture sont automatisées ; et DEUX systèmes de barreaux à la fenêtre, un parallèle à l'autre, qui empêchent même de passer le bras, et tous sont des barreaux de sécurité (spécial anti-fuites). Le W.C n'a pas de couvercle, ni de murs qui l'isolent du reste de la cellule. Il y a un système de lumière qui n'éclaire presque rien, pour ne pas dire rien, et l'interrupteur est hors de la cellule, sous le contrôle des matons. Il y a un petit miroir en plastique fixé au mur, qui reflète une image distorsionnée, déformée. La cellule est peinte en blanc (le toit et trois quarts des murs) et en vert kaki (sol, lit, reste des murs, portes, fenêtres et barreaux).

Les murs sont sales, et le reste de la cellule aussi. Il entre très peu de lumière naturelle, la pénombre est constante. En résumé, c'est une cellule très oppressante et déprimante, où on nous garde enfermés plus de 20 heures par jour. C'est plus ou moins ce système-là de cellule que ces fascistes nous ont imposé avec leurs modules FIES 1 et leurs modules d'isolement.

Ce module est très petit, totalement automatisé (portes, grillages, etc.) et quatre cours minuscules couvertes par des poutres de fer et un filet métallique, soit quatre mini-cages de moins de 10 mètres de côté. Quand on ne nous tient pas enfermés dans les cellules, on nous tient enfermés dans les mini-cages, tout ça est très opprimant et déprimant. Ici aussi, nos droits sont systématiquement violés, en toute impunité, avec l'accord des autorités judiciaires, car tout ce qui se passe ici est dénoncé pleinement. Ici, on ne nous donne que DEUX appels téléphoniques hebdomadaires au cas où on ne communique pas par des parloirs, et, au cas où on communique, on n'a que DEUX appels téléphoniques par mois... Bien sûr, ils ne durent que cinq minutes. Il est clair qu'ils font tout leur possible pour nous isoler de l'extérieur, pour nous causer le plus grand déracinement familial et social possible et par conséquent, la plus grande vulnérabilité. Ils nous isolent aussi des autres prisonniers à l'intérieur de la prison. Ils m'ont enfermé dans ce camp de concentration le 1er septembre dernier, je venais du module de régime spécial FIES 1 du camp de concentration de Villanubla (Valladolid), et depuis le jour suivant, le 2, je suis en grève de la faim. Et depuis le 5 en grève de promenade, c'est-à-dire que je ne sors plus dans les mini-cages.

Ils commencèrent à me faire les contrôles médicaux de grève de la faim à partir du 4ème jour sans manger. Lors des trois premiers contrôles, ils me dirent qu'on ne leur avait pas encore envoyé le médicament qui convenait. Aujourd'hui, au 10ème jour, j'ignore encore s'ils l'ont ou pas.

Je suis en grève de faim et de promenade parce que ces fascistes ne cessent pas de s'acharner contre moi, d'une façon ou d'une autre ils s'acharnent toujours, ils le font depuis qu'ils me séquestrent, me torturent, depuis qu'ils m'ont enfermé dans leurs prisons d'anéantissement, cela fera 21 ans (à bout de bras) le mois d'octobre prochain, les 13 dernières années dans divers régimes de 1er degré.

La dernière qu'ils m'ont faite est d'une saloperie totale, je vous raconte... Après que j'ai réussi à tuer plus de 8 mois sans Rapports/ Sanctions dans le module de régime spécial FIES 1 du camp de concentration de Villanubla, finalement, le juge du Tribunal de Vigilance Pénitentiaire [JAP] de Valladolid a considéré ma requête de Plainte et par un arrêté, me fit progresser en régime fermé (dans l'actuel Règlement Pénitentiaire sont établis deux régimes de vie à l'intérieur du Premier Degré, le régime spécial et le régime fermé, bien qu'évidemment, le régime FIES 1 cache d'autres régimes de vie qui ne figurent pas dans le Règlement, car ils ont un châtiment supplémentaire qu'on nous impose en toute impunité) à l'encontre de l'avis des kapos mafieux de la prison de Villanubla, de la DGIP [l'AP] et de la Centrale d'Observation de la DGIP, puisque tous ceux-là s'opposaient à ma progression. Dans son arrêt le Juge insistait aussi pour que la DGIP me transfère à la prison de Nanclares de la Oca (Vitoria) ou à la Rioja (Burgos), Dueso ou Léon comme Centre de destination pour me rapprocher de ma famille, puisque je suis du Pays Basque.

Donc bien sûr, non seulement ils ne m'ont pas transféré dans une des prisons qui figuraient dans l'ARRET (que je sollicitai), mais en plus ils m'ont renvoyé dans un module de régime spécial FIES 1, alors qu'il y a dans cette prison un module de régime fermé, qui est le module n°8. Ils se sont torchés le cul d'un autre ARRET judiciaire et également de mes droits. Je suis en grève de la faim et de promenade à cause de ça. J'ai déjà envoyé plusieurs recours de Plaintes devant le JVP de Valladolid et celui de Valence et une Plainte devant le Tribunal de Garde pour inaccomplissement d'un ARRET judiciaire, on verra comment ça se terminera...



Sans doute cette progression n'a pas été seulement due à ce long moment que j'ai réussi à tuer sans Rap-ports / Sanctions ; naviguant astucieusement au milieu d'une tempête de provocations de la part des ennemis de l'humanité : elle est également due à mes textes (Requêtes, Plaintes, recours, etc.) et à tous les soutiens solidaires que j'ai eus et que j'ai coutume d'avoir, si bien que c'est le succès de tous. Maintenant, nous devons parvenir à ce que les kapos mafieux de ce camp respectent et rendent effectifs mes droits.

Le 24 août, ils me notifièrent l'ARRET de la progression, et ce même jour, ils me déplacèrent menotté à l'intérieur de la prison pour une visite au parloir avec un copain : même la progression ne m'épargna pas les menottes à Villanubla.

Le même jour, la DGIP accorde mon transfert pour la maison d'arrêt de Valence, accord qu'elle envoie par Fax au même moment à la prison [...] et la prison me le notifie le 27, trois jours plus tard. Le 29 août, sur le coup de 8 heures et demi du matin, on m'ordonne de ramasser en vitesse mes affaires pour aller en convoi, et sur le coup de 9 heures, ils me tenaient déjà enfermé dans une cellulette du fourgon ; et le voyage commença [...]. La seule nouveauté est qu'ils m'ont mis dans un convoi normal, c'est à dire dans un fourgon cellulaire, avec d'autres prisonniers, bien que j'étais le seul en Premier Degré du FIES 1 ; c'est pour ça que les flics sont venus me donner un traitement spécial de contrôle direct ; ils me faisaient monter dans le fourgon, puis descendre ; le premier ou le dernier, ils m'enfermaient dans une cellulette spécifique constamment surveillée par les flics qui se trouvaient dans la partie arrière du véhicule ; et chaque fois qu'ils me faisaient monter ou descendre, de nombreux flics et matons se groupaient au pas de la porte d'entrée/ sortie, et d'autres placés stratégiquement dans les différents lieux des enceintes pénitentiaires. Dans les prisons par où on m'a fait passer, on m'a enfermé aux mitards des modules d'isolement, et dans aucun d'eux on ne m'a laissé sortir dans la cour. On m'a détenu dans la prison de Burgos (pour la nuit, pour sûr, la cellule était absolument dégueulasse, pleine de moustiques qui ne m'ont pas laissé dormir de toute la nuit), dans celle de Nanclares de la Oca (pour la nuit, pour sûr la cellule était absolument dégueulasse bien qu'il y avait peu de moustiques et j'ai pu dormir un peu), dans celle de Zuera, Saragoza (pour la nuit, pour sûr la cellule n'avait encore jamais servi, puisqu'ils viennent d'ouvrir cette macro-prison et qu'elle est toujours en rodage), ensuite on est passé par la prison de Daroca (des gens sont montés, d'autres descendus), puis par celle de Teruel (des gens sont montés, d'autres descendus) et finalement on est arrivé à cette putain de prison d'extermination.

Les convois normaux sont très longs et pénibles, ainsi on passe beaucoup de temps enfermé dans une cellule de fer de 1,65 m. de hauteur et d'1 mètre de côté, et en plus super dégueulasse et puante, où tu ne peux pratiquement pas bouger, et ceux qui sont en 2ème degré, ils les mettent DEUX par DEUX dans chaque cellule, autrement dit, totalement emprisonnés. Et quand ils ne nous tiennent pas enfermés dans ces petites cellules super dégradantes, ils nous tiennent enfermés dans les cellules des prisons par lesquelles on passe (qui, pour sûr, sont en général super dégueulasses, puisque les gens ne font qu'y passer, alors on se passe de les nettoyer), sans sortir dans la cour de tout le transfert. Ensuite, si quelqu'un va en Premier Degré du FIES, il devra subir de nombreuses fouilles exhaustives et vexatoires, chaque fois qu'il entre et sort de chaque prison par laquelle on transite, jusqu'à la prison de destination, où se fait la dernière fouille exhaustive et vexatoire du transfert. Sous cet aspect, les convois spéciaux sont moins pénibles, car ils te transfèrent dans un petit fourgon de flics : il y a plus d'espace et une meilleure vision de l'extérieur et ils t'emmènent directement à la prison de destination [...] ; on ne subit que deux fouilles exhaustives et vexatoires, celle de départ et celle d'arrivée. Aussi, ils t'emmènent seul et normalement menotté. Mais dans les deux cas, les transferts sont excessivement vexatoires, ils dégradent au maximum la personnalité humaine.

En changeant un peu de thème et pour terminer cette lettre en vous disant que je sens que je dois vous joindre de cette manière, mais comme vous êtes une centaine de personnes autour à m'écrire et en vrai, je ne peux pas m'adresser autrement à vous tous, ni non plus aussi rapidement qu'il me plairait et que vous le mériteriez. Mais bon, merci aux kompas [companeros] de AMAITU et à d'autres kompas, petit à petit je m'adresserai à vous, bien que ce sera de cette façon. En tout cas, excusez-moi pour le retard et si je n'ai pu répondre à aucune carte. Je ferai toujours tout mon possible pour vous joindre, d'une façon ou d'une autre.

Bon, rien de plus sinon que je vous quitte avec une accolade fraternelle et libertaire en vous souhaitant toute la chance du monde dans cette lutte pour un monde meilleur. Pour un monde sans prisons. Santé, Anarchie et Révolution Sociale ! !

A la prochaine,

Laude (10 septembre 2001)

P.S. : Quand mon corps s'en ressentira de trop et que je devrai abandonner la grève de la faim (j'ai l'hépatite C, des pierres dans la vésicule biliaire, le rein droit affecté, des problèmes d'estomac et de circulation sanguine, etc.) je poursuivrai ma grève de promenade jusqu'à obtenir qu'ils me sortent du module de régime fermé (n°8). Si je l'obtiens avant, alors tant mieux.

[Ce texte a été piqué à la brochure de *Tout le monde dehors !* parue en décembre 2001. Ce collectif assure un suivi régulier sur la lutte contre les FIES. TLMD - 21ter rue Voltaire - 75011 Paris]

peintures en faveur des luttes de prisonniers.

En solidarité avec les prisonniers en lutte dans l'état espagnol, des collages d'affiches et d'autocollants ont eu lieu dans plusieurs villes de France et depuis quelques mois, des brochures ont été mises en circulation. Des débats ont été organisés à Dijon, Lyon, Marseille et Lille, à Genève et Lausanne. A Paris, on a accroché des pancartes et peint des slogans contre les FIES dans les trains à destination de l'état espagnol.

Novembre

✔ *4, manifestation à Madrid avec la slogan "ni FIES, ni dispersion, ni malades en prison".*

✔ *8, Eduardo Garcia et Stéfania Maurette sont arrêtés à Madrid et accusés de l'envoi de colis piégés à des journalistes ; Jose Manuel Rodriguez, accusé également, est parvenu à prendre la fuite. Cette affaire comprend aussi comme accusés 3 compagnons emprisonnés (Claudio Lavazza, Gilbert Ghislain, et Santiago Cobos) .*

✔ *11, le juge del Olmo décrète la mise en liberté d'Eduardo contre une caution de 5 millions de pesetas ; après un lynchage médiatique, il retourne en prison 5 jours plus tard. Stéfania reste en liberté, avec ces charges. Dans la nuit une banque est incendiée, rue Fuencarral à Madrid. A Gijon, le directeur commercial et la RTVE reçoivent des imitations de lettres piégées.*

✔ *18, à Jerez de la Frontera, des peintures sont faites ainsi que différentes actions en solidarité avec la lutte des prisonniers et les personnes arrêtées le 8.*

✔ *19, une académie de formation des matons, policiers, à Fuenlabra, est scellée et repeinte.*

✔ *24, journée et concert de solidarité avec les prisonniers en lutte dans l'état espagnol, à Londres.*

✔ *25, à Barcelone une manif est organisée en faveur des luttes des prisonniers. Perturbation d'un débat auquel participent l'UGT et le CCOO. Les murs de l'université et le siège du journal "La Vanguardia" sont repeints.*

✔ *25, 26, 27, journées de solidarité avec les prisonniers à Saragosse. Installation dans les environs immédiats de la prison de Torrero, ses murs sont repeints, des pancartes sont fixées, des affiches sont collées sur les bus qui vont à la taule. Bouffe et débat. La journée se termine par une manifestation autour de la prison.*

Décembre

✔ 1er, près de 50 prisonniers commencent une grève de la faim indéfinie, txapeos (grève de promenade) ou jeûnes (la première semaine [du mois] et deux jours de celles qui suivent) selon l'état de santé des compagnons, coordonnés dans une vingtaine de prisons. Manifestation jusqu'à la prison Modelo de Barcelone .

✔ 4, Jorge Bleda est tabassé à la Moraleja, Duenas (Palencia).

✔ 5, journée de lutte soutenue par les villages du Pays basque et de la Navarre en solidarité avec la grève de la faim.

✔ 7, à Saragoza, les vitrines d'un concessionaire Galloper sont brisées et des inscriptions sont peintes en solidarité avec les prisonniers.

✔ 9, des inscriptions apparaissent sur plusieurs académies de formation des matons à Madrid, rue Cartagena ; les vitres d'une agence du Corte Inglés sont cassées. Rassemblement face à la prison de Basauri.

✔ 11, le siège d'el Mundo à Saint-Jacques de Compostelle est attaqué aux cocktails molotov

✔ 15, Reinaldo Gomez, Antonio Villar et Manuel Torres sont tabassés, juste avant de cesser leur grève de la faim.

✔ 16, marche à la prison de Tenerife II. Marche à la prison de Duenas. Marche à la prison de Can Brians (Catalogne).

✔ 16-17, quatre colis piégés adressés à Alfredo Semprun (journaliste de la Razon), Antonio San José (de Interviu), Agustin Yanel (d'el Mundo) et à la direction générale des institutions pénitentiaires sont interceptés. Envois revendiqués plus tard par Action Révolutionnaire Anticapitaliste.

✔ 17, à Madrid, bouffe et débat sur la répression, la fonction carcérale, exposition murale et table de presse sur la lutte en prison.

✔ 20, un groupe de personnes prend d'assaut le siège du parti CDC, le recouvre de peinture à l'intérieur, referme la porte avec une chaîne en sortant, enfermant ainsi les politiciens. Une pancarte est placée et des tracts sont lancés en solidarité avec les prisonniers en lutte.

✔ 23, des tables de presse sur les luttes des prisonniers à Bilbao sont tenues, ainsi qu'à Durango et Donosita le jour suivant.

✔ 26, journée de lutte en solidarité dans les villages du Pays Basque.

✔ 31, manifestation devant la prison de Soto del Real (Madrid). Marche à la prison de Palma de Mallorque. Marche jusqu'à Picassent. A Barcelone, rassemblement à la prison de Wad Ras qui s'est ensuite dirigé vers la Modelo. A la prison de Martunete, des tracts sont distribués lors de la marche annuelle organisée par Senideak.

✔ Tout le long de ce mois, des peintures , des pancartes, des tracts et des affiches apparaissent, des causeries informatives, des rencontres et des débats se font en différents points de la géographie dans la péninsule et en Europe, en soutien à la grève de la faim indéfinie des prisonniers en lutte, qui s'est terminée le 31.

Chronologie 2001

Janvier

✔ 13, Amadeu Casellas entame une grève de la faim contre la répression à la prison de Can Brians et pour les revendications collectives. Quelques jours plus tard, il est transféré en représailles à la prison de Lleida. Il arrêta sa grève environ un mois plus tard. La nouvelle loi concernant la responsabilité pénale des mineurs entre en vigueur.

✔ 16, à Villaverde, un sabotage provoque la coupure de 180 000 lignes téléphoniques, affectant 5 provinces, moyennant plusieurs coupures dans les installations de fibre optique.

✔ 18, Igor Solana, membre d'ETA, tente de s'évader de la prison de Nanclares de la Oca.

✔ 23, Santiago Cobos est transféré à Teixeiro.

✔ Ce mois, à Picassent (Valence), la répression a redoublé contre les trois compagnons qui étaient restés en grève tout le mois de décembre. Les bourreaux flanquèrent une raclée à Juan et à Bernardo et les trois sont isolés. En riposte, les compagnons détruisent leur cellule et affrontent les matons ; deux compagnons finissent à l'hôpital, Paco Ortiz avec une perforation au poumon [voir la lettre de ce dernier dans CS 83 p.9]. De retour en prison, les copains décident de rendre inutilisables les cellules en bouchant la tuyauterie, etc. ; une fois leur forfait accompli, on les change de cellule et là, ils répètent l'opération. Finalement, ils sont transférés dans différentes prisons.

Février

✔ 1, Santiago Suarez se déclare en grève de la faim en solidarité avec Amadeu Casellas et pour les revendications collectives à Alcala-Meco, et la cessent 20 jours plus tard.

✔ 3, la conférence "antiterroriste" d'Europol à Madrid, où est adoptée une proposition conjointe de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce et du Portugal pour le renseignement et la création d'un fichier spécial de ce qu'ils dénoment "terrorisme anarchiste international". A Carabanchel, au cours d'une discussion avec cinq personnes, un Garde Civil meurt et un autre est blessé après avoir arraché l'arme de l'un d'entre eux.

✔ 5, journée de protestation pour les dix d'existence du régime FIES.

✔ 7, un groupe de prisonniers préparent une protesta sur le toit de la prison de Lleida ; apparemment à cause d'un mouchardage, les matons trouvent une corde de 20 mètres et en rendent Mateo Hidalgo responsable ; il est sanctionné et emmené en isolement ; d'autres prisonniers ont également aterri en premier degré et un a été torturé.

[✔ 9, un policier tue un homme à Alcorcon.]

✔ 10, journée d'engagement pour les prisonniers à Donosti (San Sebastian) et Iruna.

✔ 12, Francisco Maduro Delgado est attaqué dans sa cellule de Puerto I (Cadiz) par treize matons armés de matraques et d'autres instruments de torture.



Communiqué des prisonniers en lutte
Module 4, prison de Valdemoro, 29 septembre 2001

Dans ce module de premier degré, nous —une dizaine de compagnons— allons soutenir les grèves de faim et de promenade qui seront menées à partir du 30 septembre pour donner une continuité à la lutte pour les quatre objectifs prioritaires du mouvement des prisonniers en lutte : la libération des malades incurables ou en phase terminale ; l'abolition du FIES et la fermeture des quartiers spéciaux ; la fin de la dispersion dans les prisons ; la liberté pour tous les prisonniers qui ont purgé plus de 20 ans. Nous exigeons aussi la libération immédiate d'Eduardo Garcia Macias [libéré le 23 octobre] et l'arrêt des instructions ouvertes contre nos compagnons impliqués dans le montage médiatico-policier —accusés de l'envoi de 7 colis piégés à des journalistes et des politiciens, et solidaires de notre lutte— dans le seul but de "terroriser" et de criminaliser le mouvement solidaire qui nous soutient activement depuis la rue.

Cette action de revendication, bien qu'elle soit de caractère collectif, commencera à Puerto I (Cadiz) et à Valdemoro, et sûrement, bien d'autres compagnons s'y joindront depuis d'autres prisons. Nous espérons aussi que dans la rue, toutes les individualités, groupes, collectifs, organisations qui luttent contre la prison en particulier et le système capitaliste en général nous soutiennent par tous les moyens qui sont à leur portée, les pacifiques et les moins pacifiques : que s'exécute la fantasia !! Dans ce module, la participation à cette action de revendication se fera sur différents modes, en prenant en compte tant les possibilités que la détermination des compagnons. Manuel Perales Rodriguez, Juan Manuel Tijeras Rincon et Roberto Gomez Fernandez feront une grève de la faim illimitée. Cinq autres compagnons suivront une grève d'enfermement, ils ne quitteront pas leurs cellules tant que durera la grève de faim : Roberto Bernuy Sanchez, Miloudi Farid, Ismael Rodriguez Pozas, Higino Rodriguez Sanchez et Alejandro Roda Vargas. Deux autres compagnons jeûneront tous les week-ends jusqu'à ce que se termine la grève. D'autres compagnons qui ne participeront ni à la grève de la faim, ni à celle de la promenade vont nous soutenir et nous "assister" de diverses manières.

Dans le module 4, nous sommes 17 ou 18 personnes pratiquement isolées et sans moyens de communiquer

avec les autres modules, mais nous feront tout notre possible pour étendre la lutte et la solidarité aux autres modules du 2e degré. Cela vaut aussi à l'échelle strictement "locale", car il y a dans cette prison des besoins et des problèmes concrets que nous pourrons revendiquer et résoudre en nous rassemblant et en nous organisant... Pour ne pas se sentir impuissants et sans ressource quand nous nous plaignons de la daube qu'ils nous servent à manger, du manque de soins médicaux, de la violation de nos droits, des abus et des mauvais traitements, etc.

Nous voulons aussi vous informer qu'ici nous sommes en train de mettre sur pied des "cercles d'amis et de proches des prisonniers en lutte" et que pour cela nous sommes déjà en contact et nous nous "articulons" avec l'extérieur à travers des proches de prisonniers et surtout des compagnons solidaires de Madrid, de Galice, du Pays Basque et de Catalogne... Tous les compagnons solidaires, les rebelles, les libertaires et les révolutionnaires disposés à continuer de casser les murs et les chaînes de l'état-capital peuvent entrer en contact avec nous quand ils le veulent.

Une accolade combative pour tous ceux qui résistent dans les prisons ; pour nos compagnons de Puerto I qui depuis juillet 2000 restent cloîtrés dans leurs cellules ; pour Claudio Lavazza et Gilbert Ghislain qui sont isolés et privés de communication avec l'extérieur au module FIES de Huelva pour avoir milité activement dans la lutte ; pour Laudelino Iglesias, Amadeu Casellas et Francisco Brotons qui restent illégalement séquestrés dans la prison après avoir purgé plus de 20 ans ; pour les prisonniers politiques anarchistes Eduardo Garcia et Mark Barnsley ; pour "les 7 de Paris" [des membres des GRAPO], et plus spécialement pour les prisonniers turcs en lutte, qui mènent le jeûne de la mort contre l'état fasciste turc pour défendre leur dignité, leurs droits et leurs idées révolutionnaires et au cours duquel plus de 60 prisonniers et proches ont perdu la vie, et une encore pour les centaines de prisonniers qui se trouvent au seuil de la mort en ce moment-même : Solidarité ! Santé et résistance !

Prisonniers en lutte
C.P. Valdemoro mod. 4
28340 Valdemoro, Madrid

[Traduction de l'espagnol CS. Extrait, comme la chronologie, de *Cofre de vientos / contra la carcel y la represion*, Madrid, novembre 2001, pp. 55-58 & p. 22]



✔ 16, Antonio Berbel Torres est tabassé à Puerto I, ainsi que le prisonnier basque Jesus Maria Uribechebarria.

✔ 17, à Alcala-Meco, Shamir Malouch commence à faire des jeûnes de deux jours chaque semaine pour les revendications collectives.

✔ 19, à Puerto I, Antonio Berbel et Jesus Maria débutent une grève de la faim pour protester contre les événements du 16 et demander une assistance médicale ; ils sont accompagnés en solidarité pendant la première semaine par plusieurs compagnons en isolement. Un gamin de 14 ans s'évade de la maison de correction Guadarrama, joint la coordinatrice des quartiers de San Fermin et ils portent plainte pour les mauvais traitements subis au centre.

✔ 22, en Euskadi, ETA détruit grâce à huit charges explosives une maison de correction qui n'avait même pas encore été ouverte.

Mars

✔ 2, à Madrid, trois maisons de correction gérées par la fondation Diagrama sont fermées en raison de la plainte présentée par la coordinatrice des quartiers.

✔ 3, un prisonnier tente de s'évader d'Alcala-Meco ; la Garde Civile lui tire dessus et le blesse à la jambe.

✔ Le 6, Claudio Lavazza, Gilbert Ghislain et Santiago Cobos sont amenés devant l'Audience Nationale pour y faire une déposition ; ils sont accusés d'être impliqués dans l'envoi de colis piégés.

✔ Le 9, Amadeu Casellas débute une nouvelle grève de la faim. A la prison Modelo de Barcelone, en raison d'une bagarre, le réfectoire est déserté par les gardes, au moment où les prisonniers se mettent à tout casser contre la grille. 25 matons apparurent avec des matraques et quelqu'un cria "sur eux!". Finalement, 12 prisonniers furent envoyés en isolement pour tentative de mutinerie. Ce même jour, la proposition d'Amadeu de faire une grève sur le tas se répand et se refile.

✔ Le 15, à Puerto I, quatre nouveaux compagnons se joignent à la grève de promenade, maintenue depuis le 30 juillet 2000 dans cette prison par les prisonniers en isolement, pour les quatre principales revendications.

Avril

✔ Le 8, une mutinerie se produit dans une maison de correction de Ténérife (îles Canaries) —c'est déjà la troisième. Les gars crient "unis, nous ne seront pas vaincus", arrivent les mercenaires anti-agitation : plusieurs mineurs sont dispersés.

✔ Les 11, 12 et 13, jeûne spontané à Alcala-Meco, soutenu par 28 prisonniers du second degré, en conséquence de la mauvaise qualité de la bouffe.

✔ Le 21, deux gars s'évadent de la maison de correction "El Pinar" de San Fernando (Madrid). Marche à la prison de Villanubla en soutien à Laudelino Iglesias.

✔ Les grèves de promenade collectives les premières semaines de chaque mois commencent —elles dureront jusqu'en décembre— ainsi que les jeûnes du premier week-end de chaque mois, pendant la même période.

Mai

✔ Le 1er, les prisonniers Gabriel Pombo et Gabriel Bea débutent une grève de vêtements intégrale.

✔ Le 2, après un hold-up d'une succursale bancaire à Valladolid, un braqueur est assassiné et l'autre est blessé dans un échange de tirs avec la police. Le même jour, une succursale de la même banque est attaquée à Palencia.

✔ Les 5 et 6, des jeûnes collectifs sont soutenus dans plusieurs prisons.

✔ Le 9, dans la prison d'Alcala-Meco, Alberto Jiménez est tabassé par un groupe de matons ; une grève de la faim commence. Le week-end suivant, des pamphlets sont distribués dans la salle d'attente pour les parloirs à Alcala-Meco ; ils dénoncent ce qui s'est passé, ainsi que la répression imposée tant aux prisonniers qu'à leurs proches par l'institution d'extermination.

✔ Le 13, Miguel Vazquez est tabassé à Quatre Camins (Barcelone).

✔ Le 16, à Puerto I, plusieurs prisonniers en isolement débutent une grève de vêtements intégrale et arrêtent de nettoyer les cellules. En représailles, la direction réduit les communications des compagnons.

Au milieu du mois, à Barcelone, ceux qui y étaient se retrouvent enfermés dans l'édifice des Institutions Pénitentiaires, une toile représentant une porte grillagée est déployée qui couvre toute la porte. L'édifice est recouvert d'autocollants et arrosé de merde d'animal, une pancarte est placée, qui porte les revendications collectives des prisonniers.

✔ Le 18, manifestation à la prison Modelo de Barcelone : ses murs sont repeints et la façade reçoit des petites bombes de peinture rouge.

✔ Le 19, journée de protestation contre les prisons à Barcelone ; une place est occupée où sont organisés un débat, une bouffe et un concert en soutien aux prisonniers en lutte.

✔ Le 22, un prisonnier Guinéen de 34 ans se pend à Soto del Real (Madrid) dix heures après son arrivée.

Juin

✔ Le 9, Carlos Gomez s'ampute d'un orteil pour exiger sa libération immédiate après avoir purgé 21 ans. C'est la troisième fois que Carlos s'automutile de cette façon.

Marches aux prisons de Soto del Real et d'Aranjuez pour réclamer la libération d'Eduardo Garcia, Zigor Larredonda et Diego Sanchez.

✔ Le 10, les anti-émeutes entrent dans une prison de mineurs à Madrid pour mater un groupe dense de jeunes mutinés contre les humiliations constantes et les tortures auxquelles ils sont soumis. Les média accusent les jeunes Basques détenus pour "kalle borroka" d'être les meneurs de la mutinerie.

4000 personnes manifestent à Paris pour le rapprochement des prisonniers basques, bretons et corses.

✔Le 23, un policier municipal tue un voleur présumé dans le quartier de Chamartin à Madrid.
✔Le 25, dix prisonniers se mutinent à Tenerife II (Canaries) pour dénoncer la pratique habituelle de la torture ; ils retiennent six matons et deux chefs de service et prennent le contrôle de trois quartiers. Devant la non-participation des autres prisonniers, ils choisissent de monter sur les toits. Peu après, ils y renoncent. Roberto Guijarro est jeté depuis le toit par les matons sans que les autres prisonniers s'en rendent compte, jusqu'à ce qu'ils soient retournés en cellule. Roberto a passé quinze jours à l'hôpital. Quelques participants furent tabassés et menottés aux lits postérieurement. Il y eut aussi des transferts.
✔Le 29, Amadeu Casellas se déclare en grève de la faim.

JUILLET

✔Le 5, José Caval Perez est tabassé par les matons à Puerto I.
✔Le 6, le conseil des ministres approuve l'incorporation au régime général de sécurité sociale de tous les prisonniers qui travaillent dans les ateliers pénitenciaires.
✔Les 6 et 7, pour coïncider avec les jeûnes collectifs de ce week-end, le samedi, trente personnes se rassemblent devant les tribunaux de Puerto de Santa Maria (Cadiz), déploient des banderoles et distribuent des pamphlets sur la situation dans les FIES.
✔Le 20, Amadeu Casellas est emmené au DERT (régime d'isolement) du CP de Ponent et se déclare de nouveau en grève de faim et de soif.

AOÛT

✔Le 1er, Roberto Catrino entame une grève de faim et de soif pour réclamer son transfert en Catalogne et deux jours plus tard, se blesse avec une pointe.
✔Le 8, quatre gars tentent de s'enfuir de la maison de correction "El Pinar" de San Fernando (Madrid), un seul y parvient. Après ça, des désordres se produisent à l'intérieur et les mercenaires anti-émeute interviennent. Ce centre géré par la Fondation Ciceron a reçu des plaintes pour mauvais traitements.
✔Le 29, Laudelino Iglesias est transféré à Picassent (Valence). Malgré le fait de se trouver en 2e degré (il a progressé à l'intérieur du FIES-CD), ses conditions empirent dans cette prison.

SEPTEMBRE

✔Le 1er, Amadeu Casellas entame une nouvelle grève de la faim et la maintiendra pendant 27 jours.
✔Le 2, Laudelino Iglesias se déclare en grève de la faim pour réclamer un traitement de 2e degré, qu'il obtient le 17, jour où il cesse sa grève.
✔Le 9, cinq détenus s'évadent d' un centre d'internement pour étrangers, s'échappant des cachots en agressant deux policiers.
✔Les 10 et 11 juillet à Cordoue, Claudio, Giovanni, Giorgio et Michelle sont jugés pour falsification, détention illégale d'armes, blessures... en rapport avec le hold-up de la banque Santander de Cordoue en 1996. Plusieurs personnes tentent d'accrocher une pancarte à l'entrée du tribunal en solidarité avec la lutte des prisonniers : la police les en empêche, les retient pendant une demi-heure et menace de les embarquer s'ils ne quittent pas la ville.
✔A partir du 30, quatre prisonniers de Puerto I et trois de Valdemoro entament une grève de la faim pour les revendications collectives. A Valdemoro, sept autres prisonniers appuient la protesta par des jeûnes le week-end et des "enfermements"-refus de sortir.

OCTOBRE

✔Le 3, deux personnes sont arrêtées à Madrid, une autre à Oviedo, accusées d'avoir placé des engins explosifs durant l'été à Madrid. Après avoir passé deux jours au commissariat et devant l'Audience Nationale, elles entrent à la prison de Soto del Real. Le 10, elles sont libérées contre une caution de 100 000 pesetas chacune.
✔Le 20, manifestation à la prison de Lleida (Ponent) en solidarité avec la lutte des prisonniers.
✔Le 23, Eduardo Garcia Macia est libéré contre une caution de 5 millions de pesetas.



Nous (maloka@chez.com) avons reçu le "communiqué" suivant, que nous faisons suivre :

Dans un contexte de jérémiades policières renforçant le mode de pensée sécuritaire, il apparaît important de rappeler quelques évidences quant à nos chers "amis" policiers. C'est pourquoi nous (une dizaine de personnes) avons pris l'initiative de défiler cet après-midi du 22 décembre 2001, munies de brassards et pancartes appropriées ("*j'aime ma matraque*", "*contestez moins, soyez dociles, aidez la police*", "*la répression, c'est la solution*") dans des rues commerçantes du centre de Dijon, pour diffuser ce "message de la police" aux citoyens-consommateurs [au recto] :

REVENDICATIONS POLICIERES

Nous voulons :

PLUS DE MOYENS

✔ Pour assurer notre mission de protection des personnes et des biens, enfin... des personnes qui ont des biens !
✔ Pour contrôler efficacement pauvres, jeunes, immigrés, en bref : les classes dangereuses, tout ce qui ne devrait pas exister.
✔ Pour assurer la paix sociale (travail, famille, patrie, ça ne botte pas tout le monde, alors ceux à qui ça ne plaît pas, faut leur botter le cul !)

Bref, pour tout cela, il nous faut du matériel, un cerveau chacun, plus de bières et beaucoup d'argent (de toute façon, c'est le peuple qui paye).

PLUS DE CONSIDÉRATION

✔ Parce que ce n'est pas facile d'être le bras armé de l'Etat, de protéger l'ordre économique et social existant.
✔ Les médias sont nos alliés, comme nous ils défendent le système en place. Pourtant, nous ne comprenons pas pourquoi ils mettent parfois sur la place publique telle ou telle de nos activités. Si nous tuons et/ou réprimons violemment, pourquoi en parler dans les médias ? Après tout, nous ne faisons que notre métier, ce genre de choses fait partie de notre quotidien.

PLUS DE COLLABORATION !

✔ Pour perfectionner le contrôle social, nous avons besoin de policiers bénévoles, autrement dit nous avons besoin de bons citoyens, qui dénoncent les sans-papiers et leurs collègues louches au travail, apprennent la discipline et la loi du plus fort à leurs enfants, aident les contrôleurs et les vigiles, adorent l'Etat, et bien sûr, nous adorent, nous, la police.

PLUS D'IMPUNITÉ

✔ Même si nous sommes contents quand la justice condamne durement des gens qui essayent de se rebeller un peu contre nous, c'est quand même embêtant de passer en procès quand on commet des meurtres. Même si on est souvent acquittés, des fois on prend du sursis… Laissez-nous tuer !

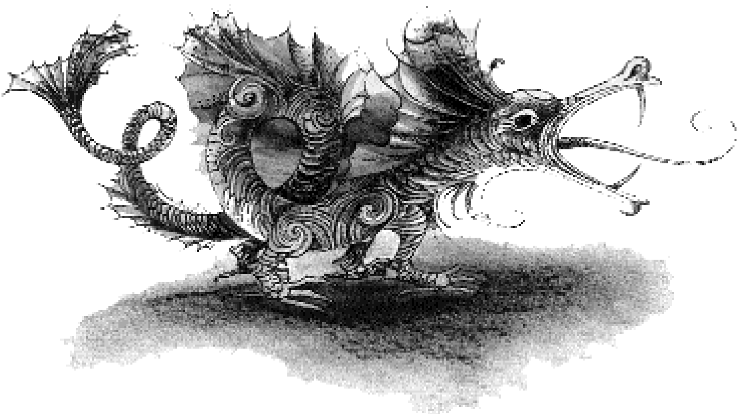
PLUS DE SÉCURITAIRE !

✔ Bien sûr, il y a de plus en plus de caméras, de vigiles, de collègues armés dans la police municipale, on construit des villes-prisons-dortoirs, mais ça ne suffit pas ! Heureusement qu'il y a quelques nouvelles lois "anti-terroristes", ça fait plus de liberté pour la police...

Sans nous, chers gouvernants, vous n'êtes rien. Tout Etat a besoin d'une police pour maintenir son pouvoir sur la population. Votre société n'est rien sans notre répression quotidienne, pensez à nous, sinon... Coup d'Etat ! On est armés, merde, quoi !

Signataires : Les Peaux-Lisier en colère, Brigades Anti-Contestataires (BAC), Cerveaux Régulièrement Sclérosés (CRS), Direction des Services de Torture (DST), Racistes Généraux (RG)

(ne pas jeter sur les forces publiques)



Chronique détaillée de la révolte à la prison de Quatre Camins (Barcelone)

Dans la prison de Quatre Camins, au moins 6 personnes sont mortes l'année dernière pour différentes raisons, ce qui rendait l'incarcération encore plus insoutenable. Les derniers morts, Alberto Dominguez Maldonado et Antonio Falces Casas et les abus continuels des matons du CATAC étaient un présage de ce qui allait se passer quelques jours avant le mouvement («plante» ?). Plusieurs matons ont attrapé un gamin du module 2 (J.H.) sans aucun motif et l'ont tabassé brutalement. Un de ses compagnons (A.C.), voyant comment ils le dérouillaient, a essayé d'empêcher qu'ils le lynchent. Il y est parvenu avant d'être tabassé à son tour.

Ces faits quotidiens ont fait déborder la capacité de souffrance humaine, c'est pour cela qu'un groupe de prisonniers du module 1 a prévenu la direction de la prison que si elle ne mettait pas fin à ces séries d'abus et que si les matons ne respectaient pas leurs droits les plus élémentaires, ils mèneraient à bien un mouvement. Comme leur parole n'a pas été prise en compte et qu'ils n'ont obtenu aucune réponse, **le mardi 28 mai** vers 10h du matin, plus de 100 prisonniers des modules 1 & 2 ont commencé une grève illimitée des bras croisés portant sur 12 points de revendications. Cette résistance passive qui consiste à refuser d'entrer dans les ateliers de production que tient le CIRE dans la prison et à refuser d'accomplir les tâches quotidiennes de maintenance et de nettoyage, a vu le jour avec un comité de grève qui a permis d'étendre la protestation à d'autres modules. Les prisonniers ont aussi menacé de commencer une grève de la faim et de refuser de rentrer dans les cellules si on écoutait pas leurs revendications ou si on essayait de lancer des représailles contre les personnes qui participaient à la protestation.

Parmi ces douze points, on retrouve les revendications collectives connues qu'un collectif de prisonniers en lutte avait déjà posées fin 1999. En plus, on trouve d'autres revendications propres à ce centre et contre les abus qui se répètent quotidiennement :
— abolition du FIES (art 93-RP). Dans le centre pénitentiaire Quatre Camins, ils sont en train de construire un espace au-dessus du module 5 pour aménager un module FIES avec une capacité de 80 places.
— libération des prisonniers malades en phase terminale (art 60 de l'ancien code pénal).
— amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène à l'intérieur de la prison.
— emplois rémunérés. Que les prisonniers soient payés pour le travail effectué.
— fin des fausses récompenses et du système SAM qui provoque et motive les actions de délations et d'accusations de prisonniers contre d'autres. Ce système donne de fausses primes aux prisonniers qui collaborent mais jamais il ne comblera leurs aspirations de liberté.
— arrêt des mauvais traitements et tortures. Fin des menottes à l'intérieur de la prison. Il y a des cellules dans lesquelles le lit est équipé de menottes et d'un ceinturon pour immobiliser mécaniquement le prisonnier qu'ils abandonnent nu et la bouche ouverte, les pieds et mains menottés sur une espèce de toile cirée qu'ils mettent par dessus le sommier.
— fin de ce qu'ils appellent les «protocoles spéciaux», qui consistent à empêcher l'utilisation du complexe sportif, les ateliers ou les espaces ouverts aux prisonniers qualifiés de «susceptibles de s'évader».

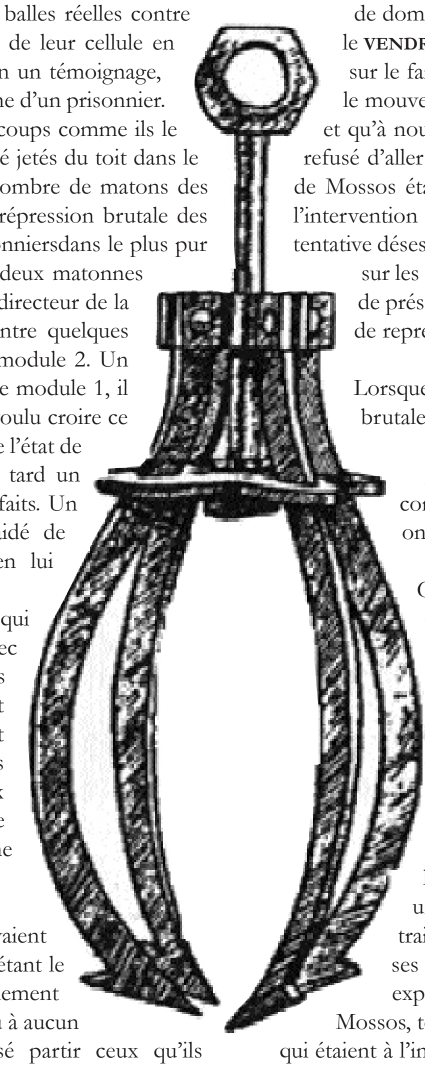
— amélioration de la qualité de la nourriture. Il y a quelques prisonniers qui ont adopté la nourriture végétarienne parce que les légumes sont la seule chose que l'on puisse identifier un minimum.
— démassification de la prison. Cette situation ne doit pas se résoudre par la construction de nouvelles prisons mais par l'application de la loi elle-même.

Comme la direction du centre a persisté à ignorer les problèmes posés, les prisonniers du module 1 se sont mis en contact avec ceux du module 2 en faisant un «butròn» (?) sur un mur mitoyen, ce qui a rallié un bon nombre de prisonniers au mouvement de protestation et aux revendications. On estime qu'il y en avait environ 250. La tension allait croissante au fur et à mesure que passait le temps, les effets du mouvement se faisaient sentir de manière si préoccupante que les poubelles s'accumulaient dans les cours et que le service de nourriture devait être effectué par des groupes de matons qui laissaient les plats et les restes de bouffe dans toute la cantine, détériorant encore plus les déjà lamentables conditions d'hygiène du centre.

Le mercredi 29 mai, le comité de grève a rencontré le directeur et le sous-directeur du centre. Ceux-ci ont déclaré que si les prisonniers changeaient d'attitude, ils s'engageaient à résoudre quelques petites questions à caractère strictement interne. En se rendant compte de la tromperie, le comité de grève s'est levé de la "table de négociation" et a réclamé la présence du conseiller de justice et d'autres médiateurs comme la Croix Rouge, pour qu'ils témoignent de la situation d'insalubrité de la prison en tant qu'observateurs. Ceci s'est passé le mercredi entre 15 et 17h. L'une des grandes craintes du comité était que l'intransigeance de la direction se transforme en une répression rapide et brutale, comme d'habitude. Le sous-directeur de la prison a lancé son dernier avertissement, soit ils changeaient d'attitude, soit il ordonnait l'entrée des *Mossos d'esquadra* [unités anti-émeute catalanes]. Les prisonniers ont réclamé des garanties comme quoi il n'y aurait pas de représailles, mais le sous-directeur a réaffirmé encore une fois qu'il ne garantissait rien du tout. Pendant que ceci se déroulait, une centaine de prisonniers sont montés sur les toits des modules en question où ils ont passé plus d'une

heure en criant «AMNISTIE ET LIBERTÉ», cris que la presse qui s'était rassemblée aux alentours de la prison ne peut nier avoir entendus. Face à cette situation et prévoyant qu'elle pouvait s'étendre à d'autres modules, rendant le contrôle de la prison impossible, le sous-directeur a donné l'ordre d'entrer et de charger aux Mossos, et ceux-ci s'y employèrent à fond en faisant étalage de toute la brutalité de leur fonction. Des témoignages de quelques compagnons de la charge ont été recueillis et parlent d'eux-mêmes. Certains prisonniers racontent comment ils ont vu les Mossos tirer des balles en caoutchouc contre des personnes à très courte distance. Un prisonnier (P.S.V.) gisait la tête ouverte par un de ces tirs, un autre est tombé sous l'impact d'une balle dans la poitrine et est resté étendu complètement inerte sur le sol. Ils disent que trois ou quatre prisonniers au moins se trouvent salement blessés à l'hôpital.

Ils racontent aussi que les Mossos ont utilisé des balles réelles contre certains prisonniers qui se mettaient aux fenêtres de leur cellule en signe de solidarité avec leurs compagnons et, selon un témoignage, les matons armés de barres de fer ont ouvert le crâne d'un prisonnier. Ceux qui étaient sur le toit ont essayé d'éviter les coups comme ils le pouvaient et ceux qui n'y sont pas parvenus ont été jetés du toit dans le vide, se rompant plusieurs membres. Un grand nombre de matons des prisons de Brians et de la Modelo ont rejoint la répression brutale des Mossos, ils se sont présentés pour cogner les prisonniersdans le plus pur style paramilitaire. On a pu voir particulièrement deux matonnes qui s'acharnaient contre des prisonniers et le sous-directeur de la Modelo diriger personnellement la répression contre quelques prisonniers qui avaient cassé une caméra dans le module 2. Un compagnon nous a raconté que se trouvant dans le module 1, il a rencontré d'autres prisonniers qui n'avaient pas voulu croire ce qu'il disait avoir vu, pensant que c'était le produit de l'état de nervosité et d'incertitude du moment, mais plus tard un autre compagnon a confirmé avoir vu les mêmes faits. Un maton connu sous le nom de La Fernanda, aidé de quelques policiers, a sodomisé un prisonnier en lui introduisant une matraque dans l'anus.
Petit à petit, les prisonniers furent réduits, ceux qui étaient attrapés en groupe n'étaient pas frappés avec le même acharnement que ceux qui étaient acculés seuls ou à moins nombreux. Ensuite, ils les ont réuni dans le «piroulì» (?) de la prison et ils les ont obligé à s'étendre sur le sol. Plusieurs fois, les matons leur ont demandé si certains d'entre eux étaient blessés et quand les prisonniers levaient le bras, ils se dirigeaient vers eux pour leur donner une nouvelle nuée de coups.



Les compagnons ont également confirmé qu'ils avaient vu deux matons blessés au cours du combat, l'un étant le chef de service de Quatre Camins. Ils tiennent également à ce qu'il soit clair qu'ils n'ont ni séquestré ni retenu à aucun moment des matons et même qu'ils ont laissé partir ceux qu'ils rencontraient sur leur passage quand le sous-directeur de la prison a lancé sa spirale de violence répressive.

Quand la prison est tombée sous le contrôle des policiers et des matons, ils ont amené les compagnons tels qu'ils étaient et les ont transférés dans différentes prisons : Tarragona, Modelo, Brians, au département spécial de la prison pour mineurs de La Trinidad et à Lleida. A Ponent (Lleida), ils ont emmené la majorité des prisonniers et ont dû vider le DERT (departament especial de regimen tancat, FIES catalan) pour y enfermer les compagnons. A la Rotonda, ils ont également enfermé sept ou huit compagnons et ils en ont menottés certains à leur lit par les mains et les pieds. Les cellules spéciales des centres pénitentiaires en question ont été remplis de prisonniers portant des marques évidentes de coups, de blessures non soignées, ils ont été laissé sans assistance médicale, sans vêtements, certains en petite tenue ou pieds nus et tous sans aucune affaire de toilette. A Lleida, des compagnons qui accomplissaient leur peine là ont essayé de leur procurer des vêtements, chaussures et d'autres choses comme des cigarettes. Dans cette prison, et dans une situation de censure, ils les ont maintenu trois jours dans leurs cellules sans qu'ils puissent sortir, en période d'observation et d'étude des comportements sans qu'ils aient droit aux produits de la cantine (de toute façon ils n'avaient plus d'argent pour se les payer). Passé ce délai, ils ont autorisé deux heures de promenades dans le patio ainsi que l'achat de produits de la cantine comme du café, du tabac, des produits d'hygiène et de toilette mais en maintenant les restrictions sur tous les autres produits. Ce régime d'incarcération (art. 93) sera maintenu jusqu'à ce que soit terminé leur classification en premier degré dans laquelle ils doivent passer six mois, qui peuvent être prolongés de six autres mois en fonction de leur comportement. Les compagnons, en arrivant à Ponent, ont commencé une grève de la faim, mais ils ont ensuite abandonné cette idée étant donné qu'ils devaient récupérer des coups reçus et qu'à présent la situation de lutte doit correspondre à ce qui se passe dans la rue. Le nombre de personnes qui se trouve actuellement dans le premier degré de Lleida est alarmant, et on peut imaginer qu'avec la massification un effet de dominos pourrait se produire. De fait, il faut souligner que le **VENDREDI 31 MAI**, bien que la justice insiste particulièrement sur le fait que les «leaders» de la mutinerie aient été transférés, le mouvement s'est reproduit dans la prison de Quatre Camins et qu'à nouveau quelques 30 prisonniers des modules 2 et 3 ont refusé d'aller dans les ateliers de production. Comme un régiment de Mossos était resté dans la prison sous la pression des matons, l'intervention répressive a commencé immédiatement et, dans une tentative désespérée de résistance, six prisonniers ont réussi à monter sur les toits. Dans la prison, la directrice des matons a fait acte de présence en assurant que s'ils descendaient, il n'y aurait pas de représailles.

Lorsque les compagnons sont descendus, ils ont été frappés brutalement et ont été transférés à la Modelo. Là, le **SAMEDI 1ER JUIN**, environ quinze prisonniers de la sixième galerie ont manifesté leur solidarité avec les compagnons de Quatre Camins, si bien que ces derniers ont été retransférés ce même jour à celle de Ponent.

Comme vous pouvez l'imaginer, ces jours ont été vécus avec une intensité inhabituelle et beaucoup de préoccupation, aussi bien par les compagnons prisonniers que par leurs familles et par les personnes qui manifestent leur solidarité de l'extérieur. Il y a eu des situations de crispation contre les familles à qui on a refusé les parloirs afin qu'elles ne puissent pas voir dans quel état se trouvaient les compagnons. Il y a eu le cas d'un parent qui en allant au parloir de la prison dans laquelle on avait transféré l'un des prisonniers et après une discussion avec les matons sur leurs mauvais traitements, a dû quitter le centre avec les autres sans voir ses proches. Face à leur refus de partir, les matons les ont expulsé en brandissant la mitraillette avec l'aide des Mossos, tout en lançant des insinuations de représailles sur ceux qui étaient à l'intérieur.

Pour conclure cette chronique détaillée, il faut souligner que ce ne fut pas une mutinerie comme les médias, la direction générale et les matons ne cessent de le répéter (un mensonge mille fois répété devient une vérité). La direction avait été prévenue du mouvement à l'avance, qui a aucun moment n'a été organisé de l'extérieur et auquel n'ont pas participé non plus, comme on a pu l'entendre, des groupes de soutien aux prisonniers ou des avocats. Tout cela, ce ne sont que les mêmes calomnies répétées des milliers de fois pour dénaturer et cacher les vraies raisons et la réalité des prisons et des prisonnierEs qui, malheureusement jour après jour, nous frappe dans sa réalité écrasante et son nombre toujours croissant de morts. Au même moment, un prisonnier du centre d'extermination de Brians, A.P.S., se trouvait en phase terminale à l'hôpital de Terrassa après avoir mené une grève de la faim illimitée pour protester contre le refus de lui accorder le droit et les permis de sortie auxquels il pouvait prétendre.

Nous savons qu'il y a eu ouverture d'une enquête, sans doute pour créer un montage policier et ainsi justifier leurs négligences, incompétence et cupidité, car ils amassent de grandes sommes d'argent sur la sueur et à douleur d'autrui. Il y a déjà eu quelques réactions rapides de solidarité,

comme à Madrid presqu'immédiatement après que les faits se soient produits, et les importantes manifestations de solidarité de la part de compagnonNEs de Lleida qui le samedi ont porté des pancartes de solidarité aux prisonniers en lutte de Quatre Camins dans toute la ville, et le dimanche se sont approchés de la prison pour parler depuis la rue aux compagnonNEs du DERT afin de leur dire qu'ils n'étaient pas seuls. A Barcelone, une manifestation a aussi été organisée le samedi, elle partait de la Conselleria de Justicia, passait devant le local du syndicat de matons CATAC et allait jusqu'à la Generalitat de Catalogne. Comme la rumeur courrait que le mercredi suivant les matons voulaient se rassembler devant la Conselleria de Justicia, celle-ci a été complètement décorée de tags qui faisaient allusion à leur comportement criminel. Malheureusement, ils ont été rapidement effacés sur ordre de la Conselleria afin d'éviter que les matons se trouvent face à ce panorama révélateur. Ce geste venu de l'institution nous a une fois de plus confirmé que c'est un faux conflit que celui qui existe entre la DGIP [Administration Pénitentiaire] et les organisations criminelles de matons. En fait, ils se protègent les uns les autres puisqu'en définitive ils poursuivent toujours les mêmes objectifs : la construction de plus de prisons, l'implantation de plus de rigueur et de peines plus lourdes, l'utilisation de davantage de moyens de contrôle et de répression (comme les sprays et matraques électriques), plus d'argent pour les budgets pénitentiaires et pour leurs propres poches.

En plus de «las cundas» (?) et des premiers degrés, ils ont déjà pris d'autres mesures. En principe, ils ne permettront plus l'entrée dans le centre pénitentiaire de Ponent d'aucun journal qui pourrait être lu par les prisonniers. Depuis quelques mois, la Conselleria de Justicia réclamait la censure dans la presse des informations concernant les évasions et les tentatives, en disant que cela influencait les autres prisonniers. Les autres mesures qu'ils sont en train de terminer de définir sont un durcissement du régime interne des prisons de Catalogne qui passerait par le contrôle exhaustif des activités des prisonniers ainsi que de leurs contacts avec l'extérieur. D'autres mesures concernent l'isolement, non seulement de tout prisonnier qui génère un conflit, mais aussi de ceux qui sont suspectés de pouvoir en créer un.

Traduit de l'espagnol.
Texte reçu le 8 juin 2002.

[Extrait de la feuille d'infos #5 de *Tout le monde dehors* — 21ter rue Voltaire — 75011 Paris, pp. 6-10]

Note : On peut trouver des infos à jour sur la lutte des détenus FIES en Espagne sur internet (lettres de prisonniers, communiqués, révoltes) sur : http://www.nodo50.org/desdedentro/



Contribution depuis la prison de Huelva

CHERS COMPAGNONS, quelques considérations sur la façon dont se déroulent les luttes ici contre le système pénitentiaire.

J'ai un peu honte d'utiliser le mot "lutte", puisque se limiter à des grèves de la faim, de la soif et de promenade, etc... pour moi ce n'est pas une lutte, mais simplement faire la publicité de la situation extrême à laquelle nous sommes soumis.

Au début, les grèves étaient nécessaires, disons indispensables, pour éveiller ce mouvement anarchiste endormi, mais maintenant il semble que ce soit devenu la seule forme extrême de lutte. Disons que tous se mettent un peu le cœur en paix, ils n'ont ainsi pas le souci de penser à d'autres formes plus incisives pour attaquer le système.

Par des nouvelles arrivées de l'extérieur, j'ai le sentiment qu'on se trouve dans un moment de "désillusion", de découragement généralisé dans lequel chacun vit ses frustrations, ne voulant pas comprendre que nous souffrons tous des mêmes maux.

Les conséquences de l'arrestation de quelques compagnons engagés dans la campagne de solidarité ont provoqué un déchirement à l'intérieur du mouvement, en Espagne et ailleurs, et ce déchirement provoqué par l'imbécillité de quelques compagnons a failli devenir une tragédie parce qu'ils freinaient le développement d'initiatives et les tentatives d'élargir les contacts comme la synchronisation entre les groupes et les situations du mouvement international dans son ensemble !

La situation est ainsi, excepté pour ceux qui se trouvent sur d'autres longueurs d'onde, mais qui ne sont pas nombreux. C'est un problème... Surtout que dans ma condition de prisonnier, je ne sais pas quelle pourrait être la solution. Peut-être que même en étant à l'extérieur, je ne le saurais pas non plus... Même si j'aurais bien quelques idées positives allant dans ce sens.

Quand je reçois des lettres des compagnons du mouvement anar qui me demandent ce qu'ils pourraient faire pour être plus présents en soutien aux revendications des détenus, je leur conseille encore une fois de lire avec plus d'attention ce qui a été écrit dans "*Contributo alla lotta contro il carcere*" de Constantino Cavalleri aux éditions *Anarkivu*, texte qui a circulé sous forme de brochure aussi traduite en castillan, à plus de 2000 exemplaires. S'ils l'avaient fait, il ne serait pas nécessaire de me demander que faire. Ainsi j'en déduis que même avec une contribution valable et claire, ils ne savent ou veulent faire quelque chose de vraiment sérieux.

Il y a un autre aspect, qui est que c'est à nous détenus de tracer une ligne de lutte de l'intérieur des prisons, nous ne pouvons pas demander au mouvement anarchiste qu'il fasse à notre place ce que nous aurions dû faire depuis longtemps.

La proposition sérieuse de lutte, nous l'avons lancée aux quatre vents et elle a été publiée dans la revue "*Senza Censura*" n°5, juin 2001, page 47, qui disait en résumé : "*si vous nous obligez à vivre dans la merde, que vivent aussi dans la merde ceux qui nous surveillent*". Il s'agissait d'obstruer les toilettes de façon à ce que la tuyauterie explose dans toute la division FIES, et c'est ce qui s'est passé dans la prison de Picassent à Valence. Après une semaine employée à obstruer les toilettes avec des chiffons, sacs plastique, etc., la tuyauterie sauta en inondant également de merde les locaux normalement fréquentés (pour leur travail) par les gardiens, les obligeant à fermer immédiatement la division entière pour cause de grave danger d'infection et aussi parce qu'ils n'avaient pas le courage de travailler avec un demi-mètre de merde sur le sol. Moi-

même, nous, on s'en fout de rester pendant des mois avec de la merde dans les cellules..., mais pour les gardiens ça les dérange, et faut voir comment !

Combien de fois avons-nous demandé la fermeture des FIES lors de grèves de la faim ? Mais il suffit de les remplir de merde pour les fermer momentanément... Vous vous imaginez si tous les FIES étaient remplis d'excréments ? Seule l'économie et l'existence rassurée de ses serfs intéresse le pouvoir. A ceux-ci un bon salaire ne suffit pas, ils demandent aussi des bonnes conditions sur leur lieu de travail... et avec la merde, on ne joue plus. Personne ne veut avoir affaire à elle. Cette grande proposition, nous l'avons faite circuler un peu partout avec d'autres propositions de sabotage continus et répétées contre les structures de vigilance et de contrôle, caméras, détecteurs de métaux, etc. mais il n'y a pas eu de réponses si ce n'est en de rares occasions. L'astuce, si on peut l'appeler ainsi, est de briser et de saboter sans être vu, sans que les chiens puissent t'accuser de l'avoir fait, surtout que pour un verre cassé, ils peuvent augmenter ta condamnation de deux années.

Avec ça, je voulais vous faire savoir que la faute ne repose pas uniquement sur le mouvement anarchiste et que les détenus eux-mêmes sont responsables du fait que les choses ne marchent pas comme elles le devraient. Peut-être est-ce une question de temps, que le nombre de rebelles prêts à tout augmente, que la répression augmente et que logiquement la rage devrait s'élever... Il y a déjà des signes évidents de plusieurs personnes qui en ont ras le bol de supporter tant d'injustices. J'ai lu il y a quelques jours dans une revue qui s'occupe des prisons, des lettres dans lesquelles on pouvait lire qu'il faut donner ce qu'ils méritent aux matons afin qu'ils sachent ce qu'est le pouvoir de leur loi... la loi du plus fort ! ! ! D'autres disent qu' "*ils nous divisent avec la drogue, les avantages pénitentiaires et la ruse, qu'il faut mener une lutte furieuse contre les gardiens et ceux qui les paient pour nous torturer*". Il y a aussi ceux qui se plaignent que les choses ne sont plus comme lorsqu'il y avait des compagnons en prison. Gardons à l'esprit qu'au moment où environ 400 prisonniers ont commencé la grève de la faim, à peine 10 % étaient d'accord pour mener une lutte de basse intensité (sabotages). Quant à celle de haute intensité (sans armes), nous ne pouvons pas la déclarer notamment parce que ces structures sont conçues de façon à ce que la surveillance puisse te bloquer seul avec 15 ou 20 matons armés jusqu'aux dents (anti-émeute). Mais une chose est claire et doit l'être pour tous ceux qui subissent les tortures et l'injustice, c'est que rien ne doit être oublié, et qu'à la première occasion, quand tu le décides toi et non pas eux, nous avons le devoir de nous venger de nos tortionnaires.

Par exemple à Jaen, dans la prison où j'étais avant, si un compagnon était torturé ou insulté, le jour même on frappait aux portes toute la nuit (personne ne pouvait dormir car le bruit s'entendait sur plusieurs kilomètres) et on insultait le directeur par les fenêtres, on n'oubliait pas la guerre de basse intensité. Cela nous coûtait cher, mais on obtenait presque toujours ce qu'on demandait, généralement l'éloignement des gardiens tortionnaires, ce que nous fêtions toujours comme une victoire.

Des idées, il y en a plein, tant écrites que dites, nous les avons aussi mises en pratique et cela a marché... si on ne le fait pas c'est parce qu'on ne le veut pas ou parce qu'il y a beaucoup à perdre. C'est clair que s'il y avait un bon appui du mouvement extérieur, ce serait peut-être différent... Mais il n'y en a pas et il ne reste donc qu'à attendre des temps meilleurs. Il est vrai aussi que ce qui n'existe pas, on peut commencer à le construire, comme d'habitude le problème est de trouver ceux qui en ont envie. Il existe ici une classe de solidarité complice entre ceux qui subissent les mêmes peines, entre FIES et 1er degré il y a toujours beaucoup de solidarité, le 2e degré c'est une autre planète, le 3e degré c'est une autre galaxie.

Dernièrement, j'ai été mis dans un module d'isolement à Cordoba. Dans ce module, on peut trouver n'importe qui, mais moi ils ne m'y mettaient pas souvent parce qu'on me disait que sur 1600 détenus enfermés à Cordoba, j'étais le plus dangereux... Blague à part, quand on est là, on sent combien les prisonniers sont maltraités, mais personne ne bronche. Chose qui serait impensable dans un module où il n'y a que des rebelles, avec ou sans formation politique. Ce manque de solidarité est dû aux différences engendrées par les avantages pénitentiaires. Comme dans la société libre, ceux qui ont plus ne s'intéressent pas à la situation de ceux qui n'ont rien. Un prisonnier FIES n'a rien. Pour lui la prison est un enfer. Une personne en second degré a presque tout, telle est la différence. Et croyez-moi, la distance entre une réalité et l'autre, on peut la calculer en années-lumière.



Ceci est mon communiqué, surtout pour vous faire connaître la prison et ses réalités. Comme je l'ai déjà dit une autre fois, plus on connaît l'ennemi, plus il sera facile de le combattre.

Post-scriptum : J'ai oublié de vous dire que malgré tout, le mouvement anarchiste engagé a su avancer avec succès dans la construction des "ponts" entre les prisonniers et les réalités en lutte à l'extérieur. Des "ponts" faits de contacts épistolaires, de solidarité par le biais de l'envoi de journaux, argent, par l'envoi de communiqués de dénonciation aux tribunaux, par l'appui à travers les marches de protestation bruyantes et les banderoles hors des prisons, les débats publics, les expositions dans la rue avec des photos pour faire comprendre à l'opinion publique ce que sont les modules FIES, les revues, les brochures, etc. Toutes ces choses qui dans leur ensemble nous ont permis d'organiser des actes de revendication par le biais de grèves, etc. Et c'est déjà pas mal !

Nous savons malheureusement qu'il manque l'élément principal sans lequel se produit immanquablement la fatigue et la désillusion... le succès !

Accolade fraternelle

Claudio Lavazza
5 mai 2002

[Traduit de l'italien par CS. Cette contribution a été lue le 22 juin 2002 lors d'un rassemblement devant la prison de Biella]

Pour lui écrire (italien, espagnol) :
Claudio Lavazza
Centro Penitenciaro Huelva
Ctra de la Ribera s/n
21 610 Huelva

Braquage à conscience armée

Je suis un homme libre, et comme homme libre, je suis allé faire un braquage. Je suis libre, même maintenant alors que j'écris derrière les barreaux d'une prison sordide, monument de la démocratie répressive de l'Etat.

Je suis libre parce que je suis hors des murs gris surveillés par les fidèles chiens en uniforme, je suis loin des barbelés rouillés, parce que je vis dans chaque acte de rébellion, je fais partie de chaque révolutionnaire, de chaque prolétaire, de chaque exploité.

Il y en a qui pensent que la solution à leur problème est d'enfermer certains d'entre nous (toujours trop malheureusement !) dans ces quelques mètres carrés, en nous privant de la liberté de nos corps, mais ils ne comprennent pas que la liberté ne réside pas les corps.

Est-ce que l'employée qui, tous les matins, va à son bureau qu'elle hait parce qu'elle est victime du chantage de ceux qui lui donnent un salaire misérable pour survivre, est libre ? Est-ce que l'ouvrier, la cuisinière, le mineur, l'enseignant, victimes du même chantage à vendre à bas prix leur corps sur un étalage du “marché du travail” sont libres ?

En quoi sont-ils/elles différentEs des prostituées qu'ils/elles dénigrent tant, ces gens bien ?

Est-ce que la fille, l'enfant, dont la conscience, la moralité, la sexualité sont quotidiennement violés par la morale tordue et religieuse qui imprègne chaque parcelle de notre société, sont libres ?

Est-ce que mon père était libre lorsqu'il a abandonné sa langue pour utiliser celle du patron ? Est-ce que ma mère était libre quand, pour me soustraire à l'exclusion et à la violence de l'impérialisme italien, elle a décidé de ne pas m’enseigner notre langue ?

Et pourtant le monde est rempli d'hommes et de femmes “libres” comme tous ceux-là, femmes et hommes qui ne se rendent même pas compte que leur cellule est bien plus petite que la mienne, parce qu'elle ne dépasse pas leur épiderme : ils sont à la fois prisonniers et leur propre prison… prisonniers d'eux-mêmes. Leurs ailes sont engluées par un liquide visqueux et liberticide que les Etats répandent sur les individus, communautés, pour les empêcher de voler et d'observer les monstruosités qu'ils accomplissent sur la terre…

Nous, délinquants, malfrats, hors-la-loi, nous ne sommes pas un problème pour la société, mais un fruit de son problème, nous sommes ses enfants : nous sommes fils de l'inégalité et de l'injustice légalisée, et tant qu'il y aura un monde basé sur l'inégalité, nous serons là, ses fils, en promenade de par le monde, toujours prêts à se réapproprier ce qui est à nous.

Tant que le “système actuel” engendrera des souffrances, il y aura des mains souffrantes prêtes à s'armer contre lui pour être libres. Tant que tout cela continuera à exister, il y aura des consciences prêtes à comploter, subvertir et attaquer l'existant.

Ce sont ces mains et ces consciences, armées par la volonté de combattre, qui me donnent aujourd'hui, ici en taule, la force de vivre et de lutter avec la certitude que, demain, nous serons encore ensemble, unis dans cette même lutte ; que nous continuerons encore, côte à côte, dans le futur, parce qu'il nous appartient.

Je vous embrasse.

Solidarité avec tous les camarades poursuivis, perquisitionnés, persécutés par l'impérialisme bourgeois
Pour la fin du 41bis [les prisons spéciales italiennes] et de tous les régimes d'incarcération spéciaux dans le monde
Pour la libération immédiate de tous les malades en phase terminale ou qui ont une maladie grave
Pour la libération immédiate de ceux qui ont passé vingt ans en prison

La lutte n'est pas un devoir moral mais le plus sublime des plaisirs

Torre Nura,
de la prison de Badh”e karros.

[Le 9 février 2001, Michele Deroma, Federico Pais, Riccardo Sotgia et Salvatore Nurra ont été arrêtés au cours du braquage d'une bijouterie à Luras (Sardaigne). Le 13 juillet 2001, Federico, Torre et Ricardo ont pris 5 ans et quatre mois, Michele a pris 7 ans et quatre mois plus un an de contrôle judiciaire (il a pris plus parce que récidiviste). L'appel a eu lieu le 15 janvier 2002 et a confirmé les peines]

Traduit de l’italien, tiré de Su Gazetinu (via Melas 24 - 09040 Guasila (CA) - Italie), n°5, janvier/février 2002, p12

On peut leur écrire :

Salvatore Nurra et Michele Deroma à
Carcere Badh”e karros — 08100 Nuoro

Federico Pais à
Carcere Buoncamino — 09126 Cagliari

Riccardo Sorgia a été transféré fin 2002, nous n’avons pas sa nouvelle adresse.



Communiqué de “Solidarité Internationale”
adressé aux détenu-e-s en lutte

Ce texte signé *Solidarité Internationale* est paru (en espagnol) dans le journal "Obrer Prisoner", et vise à engager une discussion avec les prisonnier-e-s en lutte contre le FIES, sur la stratégie et les méthodes à développer pour appuyer leur combat. Suit une liste d'actions, qui s'arrête à juin 2000.

Mai 2002. Depuis la rue nous avons décidé de nous adresser directement à vous, rebelles et révolutionnaires prisonniers qui depuis des années menaient la lutte pour l'abolition du régime FIES et de l'isolement, la libération des malades incurables, pour la fin de la dispersion, et depuis quelques mois, aussi, pour la libération de ceux qui ont accomplis les ¾ de leur peine et 20 ans au plus de réclusion. A vous qui luttez dans une résistance quotidienne contre la tentative d'anéantissement physico-psychique, qui est une stratégie et une pratique commune et consciente des institutions pénitentiaires, dans les oubliettes de l'Etat.

Nous sommes conscients, nous autres, depuis la rue, de comment la prison incarne la répression dans sa forme la plus virulente et brutale.

Précisément pour cela, déjà, dans le passé, nous avons décidé de nous solidariser activement avec ceux qui se sont rebellés contre la logique du pouvoir, dans les prisons et dans la rue. Nous avons conçu des actions et des sabotages, comme un cri qui, depuis la rue, s'élève au dessus de ces maudits murs, contribuant à les abattre, à ouvrir des spirales de communication active, à travers des pratiques et des méthodes révolutionnaires. Pratiques et méthodes bien définies, qui se concrétisent dans l'attaque directe des structures et des individus responsables d'un régime d'oppression et d'exploitation. Nous privilégions des moyens

déterminés en ces moments, car nous considérons que l'on vit une période dans laquelle le mouvement anarchiste n'a pas la capacité effective de peser dans les mobilisations publiques.

Les manifestations et les rassemblements convoquées uniquement par les anarchistes sur le thème de la prison/répression ne réunissent que quelques dizaines de camarades, dissipant de cette manière les énergies qui pourraient être employées beaucoup plus efficacement. Ceci, que ce soit bien clair, n'est qu'une évaluation objective de la période historique dans laquelle nous vivons, ce n'est pas une critique sur la potentialité exprimée par les individualités anarchistes qui sous différentes formes s'engagent activement. Nous voudrions maintenant vous demander votre opinion sur la validité des méthodes utilisées jusqu'à maintenant par nous, signataires, pour appuyer votre lutte et sur l'opportunité de continuer avec les mêmes méthodes, en tenant compte de l'expérience de la lutte passée et de la manière dont elle s'est diversifiée et développée ces dernières années. Un bilan des journées de grève de la faim de mars, de la manière dont elle s'est déroulée à l'intérieur, et de l'appui extérieur, peut nous fournir une base de réflexion récente.

Avec un nombre croissant de compagnons anarchistes, dans l'Etat Espagnol et en Europe, nous avons décidé d'utiliser l'agitation armée pour appuyer activement la lutte contre le régime FIES, contre l'isolement, et pour la réalisation des autres points que vous revendiquez. Notre choix, celui d'appuyer une lutte intermédiaire à l'intérieur des prisons, lutte qui se propose des résultats partiels, de conquête de conditions pour un minimum de dignité en prison, nous l'avons mise en pratique grâce à des méthodes qui, elles, ne sont pas “partielles”, mais pensées bien plus en terme d'affrontement direct avec le pouvoir ici aussi, depuis la rue, ce qui nous a valu des réactions critiques. Déjà, au début, nous imaginions que pour beaucoup de rebelles sociaux et anarchistes en prison, il n'existerait pas de méthodes discriminantes dans ce sens. Cependant, c'est de l'extérieur que sont venues les critiques. Dès le moment où votre action contre les aspects les plus exterminateurs de la prison a été appuyée du dehors, à travers des actions revendicatives, en solidarité avec vous et votre lutte — actions tant de notre part que de celles d'autres camarades organisés, ou qui ont agit individuellement — se sont élevées depuis le mouvement extérieur des voix qui, de manière plus ou moins voilées, plus ou moins intelligentes, ont craint d'un côté l'augmentation de la répression, et de l'autre le risque d'une position avant-gardiste et/ou de coupure avec les luttes sociales en cours.
En ce qui concerne la question de la “répression”, nous savons parfaitement que le pouvoir se défend des attaques portées contre lui par une politique de répression, souvent de manière indistincte : montages judiciaires, censure des luttes et déformation du pourquoi de celles-ci, etc… mais cette même répression est à la mesure de l'attaque qui est portée contre lui.

Le régime démocratique, qu'il soit de droite ou de gauche, peu importe, tend à absorber et à annuler les actions et les critiques qui s'opposent à lui. C'est seulement quand elles ne sont pas récupérables, c'est à dire quand elles sont dangereuses, qu'il utilise alors toutes ses armes pour les écraser et les réprimer : les pouvoirs législatifs, judiciaires et policiers, en convergence avec le consensus des mass médias.

A propos de cela, n'oublions pas que la lutte dont nous parlons et vous autres, ses authentiques protagonistes, furent criminalisés dès le début de celle-ci, à peine s'ébauchait-elle et bien avant aucune attaque extérieure.

En ce qui concerne la question de “l'avant-gardisme” cela nous semble un problème qui est posé avec mauvaise foi.

Nous sommes une part active du mouvement anarchiste qui, historiquement, a vécu la convergence de l'action et de la réflexion comme une part fondamentale de sa propre projection révolutionnaire. Il ne peut exister de coupure, entre nous et “le social”, ou entre nous et le mouvement, parce que en tant qu'anarchistes, nous faisons véritablement partie du mouvement et de la société.

Organiser et radicaliser la propre praxis suppose un parcours de développement individuel et collectif, en rien avant-gardiste.

C'est précisément à partir de ces raisons que nous vous demandons aujourd'hui de réfléchir sur l'utilité et l'opportunité d'un contribution de notre part à votre lutte.

Pour nous autres, continuer dans ce sens en affûtant nos armes, améliorant, diversifiant, durcissant les formes d'actions, aura une valeur réelle et efficace seulement quand notre action sera effectivement comprise et soutenue par ceux qui sont en train de résister activement aux tentatives d'anéantissement quotidiennes du pouvoir. Nous sommes réalistes, nous ne vendons pas de mirages, nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solution à court terme.



Une première victoire, partielle, serait d'amplifier vers l'extérieur la voix d'un réseau solidaire de prisonniers en lutte que les murs veulent étouffer.

Ne pas se précipiter pour un raccourci, sinon un premier mur, celui de l'isolement à abattre.
Accroître les attaques et la coordination.
Frapper le pouvoir dans ses structures et ses hommes.
Créer un Front Anarchiste Révolutionnaire diffus.

Solidarité Internationale

Actions revendiquées par S.I.

Octobre 1999 :
2 colis piégés envoyés à l'ambassade et à la chambre de commerce grecque à Madrid.
Une bombe déposée dans une City Bank de Barcelone.
Un pot de fleur piégé à l'Office du Tourisme Grec à Milan.
Un colis piégé envoyé à un Carabinier de Milan.
Le tout en solidarité avec Nikos Maziotis et tous les prisonniers.

7 juin 2000 :
200 kg d'explosifs sont déposés au tribunal de Valence, la charge sera désarmorcée.
Fin juillet, S.I. revendique cette action.

Fin juin 2000 :
Une bombe est placée dans la cathédrale de St Ambrogio à Milan, au cours d'un messe de matons. Elle est désarmorcée par la police.

[texte reçu au journal, traduit de l’espagnol par un prisonnier incarcéré dans le sud de la france de *Obrer Prisoner*]

Communiqué et réflexions d'Amadeu Casellas Ramón depuis Figueras

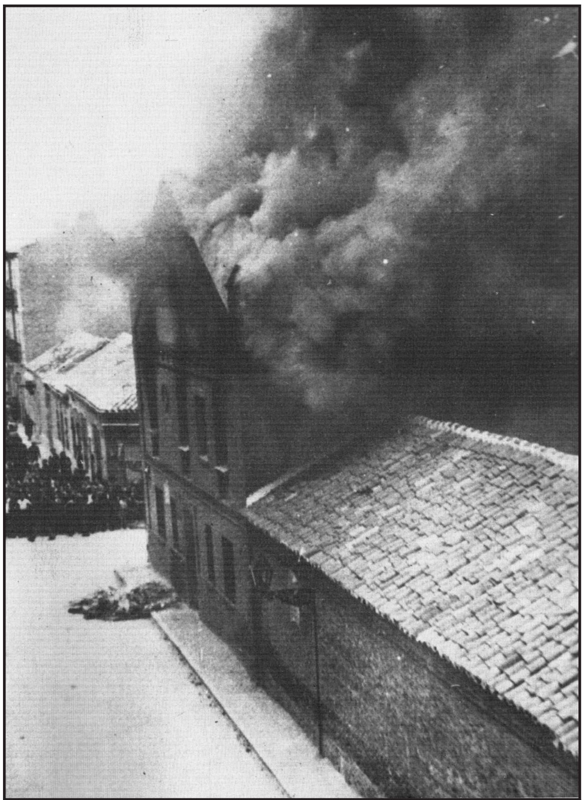
Je m'adresse à nouveau à toute la société afin qu'elle ouvre les yeux une nouvelle fois et se rende compte à quel point le fascisme est en vigueur tant dans les centres d'extermination (fait habituel) que dans l'assurance de ces matons tolérés par le peuple.

Le 26 avril 2002, j'ai eu un entretien avec Mercedes Sánchez Gómez, directrice générale de ces centres. Au cours de cette entrevue, nous avons d'abord parlé de ma situation personnelle au sujet de laquelle elle me déclara, selon ses propres mots, que "*jamais je ne sortirai de ces centres tant que je continuerai à écrire de la merde*" et que "*pour des êtres de mon espèce, il existe encore beaucoup d'autres centres*" tant que je continuerai à dénoncer leur aspect corrompu, tant que je garderai ma dignité et mes principes, et aussi parce que j'ai "*dénoncé publiquement en utilisant internet des gardiens avec noms et prénoms*". C'est notamment la raison pour laquelle les matons et leur système ont chargé mon dossier (montage à l'aide de fausses preuves comme à Lleida - Ponent) dans le seul but que je ne puisse jamais sortir de là, ma peine s'étant déjà alourdie. Elle m'a dit que dénoncer en précisant l'identité des gardiens mettait leur vie en danger et que je pouvais faire l'objet d'une plainte ; à la fin, elle m'offrit comme alternative de perdre mes principes et ma dignité et précisa qu'elle et ses matons me rabaisseraient et m'humilieraient durant toute la durée de mon incarcération. Au cours de ma grève de la faim, elle me dit que celle-ci lui était bien égale, tout comme aux gardiens, et que les chefs c'étaient l'administration pénitentiaire et eux.

Mes réponses furent claires et nettes : je refuse de m'abaisser ou de perdre dignité et principes, de me soumettre et de devenir le mouton du fascisme. Pour moi, j'ai été condamné à perpétuité, pour eux à la peine de mort parce que j'ai dénoncé leurs centres d'extermination. Et je les accuse une nouvelle fois (s'ils ont des doutes, qu'ils portent plainte, je pourrai alors à mon tour le faire) de torture, d'humiliation sur les prisonniers, d'incitation au suicide, que tous les décès et suicides surviennent souvent avec l'aide des drogues légales que le système leur administre. Les prisonniers sont exploités par le travail dans les ateliers sans aucune sécurité [contre les accidents]. Je dénonce aussi l'existence de prisonniers privilégiés par leur statut social ou politique. Je les accuse de discrimination et de favoritisme et si tout cela est faux, allez-y, portez plainte, gardiens fascistes, car moi je ne me rends pas face au fascisme.

Au cours de mes grèves de la faim, je lui ai dit que j'étais très conscient que la mort d'un être humain leur importait bien peu, et que par conséquent l'indice du taux de mortalité de ces centres était très élevé. Nous ne sommes pas naïfs, ils savent que les familles de ces morts ne disposent pas des moyens économiques de faire éclater la vérité. Je les accuse aussi publiquement de provoquer la majorité des fractures, des évasions [sic] ou tentatives en profitant de l'état de vulnérabilité et de désespoir de ces prisonniers.

Dans le centre d'extermination de Ponent, on trouve au CIRE (ateliers de production) les exploiteurs suivants : Manuel Revuelta et Luís Abadía. Ce dernier se permet d'avoir des chiens de chasse avec l'argent du CIRE dans les ateliers pour que les prisonniers continuent d'être payés une misère. Ce gardien exploiteur est très connu à Lleida pour ses menaces permanentes afin de les obliger à travailler, et pour son despotisme. J'accuse la direction du centre d'extermination et l'équipe du CIRE d'être complices "en douce" en forçant les prisonniers à travailler, j'accuse aussi le sous-directeur Rafaël — "Cornelius" pour les internes [?] — de favoriser des prisonniers en échange de faux témoignages contre d'autres dans le but d'isoler ces derniers. Le surnom de "Cornelius" lui vient d'une bagarre qu'il a eue avec un autre gardien du centre parce que sa femme, matonne elle aussi, lui faisait porter des cornes. J'accuse les geôliers du centre d'extermination de Brians, spécifiquement ceux du syndicat CATAC, de tabasser les prisonniers et de privilégier certains autres comme Javier de la Rosa, Josep Puigneró ou ceux du cas Filosa [des balances, des bourgeois ou politiciens ?], etc...



Madrid (espagne), 3 mai 1936 : L'église des Anges livrée aux flammes par des révolutionnaires.

J'accuse les geôliers de la Roca de la même chose qu'à Brians, ainsi que ceux de la Modelo (Barcelone). J'accuse le sous-directeur du centre d'extermination de Girona, le maton Jordi, de manipuler les statistiques sur les drogues, et l'équipe de traitement [?] d'être aux pieds des capitalistes et des entreprises.

(...)

Pour terminer, j'accuse Santiago Martínez Cadarso, actuellement en poste au centre d'extermination de Tarragona, d'être un des plus grands tortionnaires des centres d'extermination de Catalogne et d'espagne ; ce type était en 1987 à la Modelo de Barcelone d'où il fut transféré à Séville comme directeur suite à des problèmes, et où il en eut à nouveau d'autres dans ce centre pour de mauvais traitements infligés aux prisonniers. De là, il fut muté à Lleida où il accumula tant de merde qu'il fut cette fois muté à Tarragona où il peut exercer en toute tranquillité. Son bras droit et exécuteur de beaucoup de ses basses œuvres, le sous-directeur Manuel Madrid, a été muté comme éducateur à Grenade.

Pour finir, j'accuse la Direction générale du gouvernement de Catalogne de séparer les prisonniers de leurs familles et d'être complices de tout ce qui se passe dans ces centres, de cette fraude, de la corruption et des abus...

Toi, Mercedes Sánchez Gómez, tu pourras me séquestrer dans vos pièges fascistes, et comme je te l'ai déjà dit, tu peux m'enfermer physiquement pour mon refus de ce fascisme, tu peux penser que je pourrais perdre la vie dans une des grèves de la faim que je dois mener pour me faire entendre, tu peux penser qu'avec un peu de chance je mourrai d'une maladie dont vous serez les responsables, tu peux aussi penser que je peux me suicider lorsque je n'aurai plus d'autre issue, mais je t'assure que je poursuivrai tant que je vivrai ma lutte contre le fascisme et tout ce que vous êtes en train de faire.

Amadeu Casellas Ramón
C.P. Can Brians, Apdo 1000, 08769 Martonell

[Traduit de l'espagnol par K. Tiré d'*A Golpes*, avril/mai 2002, pp.29-31. Adresses : Apdo. 24103, 08080 Barcelona — Apdo. 28041, 28080 Madrid]

Les matons médecins de Teixeiro

Ceci est l'histoire d'un compagnon emprisonné depuis des années. Annihilé, détruit physiquement et en tant que personne par ces gardiens vêtus d'une blouse blanche qui se font passer pour des médecins, par la direction de la prison qui prescrit et ordonne leurs activités, par les hauts pontes de la Direction générale avec leurs "mandats" en tête qui dictent cette politique et par les gardiens, ces fils de pute [sic] mesquins qui se rient des malades.

Ce compagnon arrivait de la prison de Villabona (Asturies) le 20 avril dernier en régime ordinaire. Ils l'ont enfermé seul dans une cage à lapins, il a eu une crise d'épilepsie au cours du transfert de cette prison. Les compagnons qui se trouvaient dans les autres cages ont commencé à frapper pour prévenir les matons — une variété canine trop connue — mais ils ont refusé de s'arrêter en se fichant de ce qui se passait. A l'arrivée, ils l'ont conduit au quartier d'isolement où nous nous trouvions. Il saignait à la tête, par la bouche, sa langue était gonflée d'avoir été mordue, son corps était recouvert des coups subis par les convulsions lorsqu'on est sujet à ce type de crises. Ils l'ont placé seul dans une cellule où il a dû se laver du sang qui lui couvrait le visage. Les matons médecins ont administré à ce compagnon cinq sortes différentes de médicaments psychiatriques qui l'ont rendu "mongol" [sic], car il était d'après eux un anxieux dépressif avec des tendances à l'automutilation, et aussi parce qu'il souffrirait d'une altération de la personnalité. Pour les matons médecins et pour les matons psychiatres, le diagnostic était bien facile à établir car ce sont eux qui ont provoqué et provoquent la destruction de ce compagnon, comme son épilepsie. Même un autodidacte comme le Juge de vigilance [équivalent du JAP] des Asturies sait qu'un tel transfert devrait être effectué en ambulance spéciale et que si les conditions sont les mêmes que pour un prisonnier ordinaire, ils sont comptables de sa santé et de sa vie.

José Miguel Rubio García, né à Mieres (Asturies) et porteur de la carte d'identité n°11.050.223 est arrivé le même samedi dans l'après-midi. La nuit précédente, ils lui avaient administré un "shoot" en plus des médicaments. Le jour suivant, un autre "shoot" dans la matinée et plus de médicaments ; le jour est passé. Dimanche matin vers 3 heures, ce cocktail lui a causé une attaque. Nous avons prévenu les gardiens pour qu'ils se remuent, disant que le compagnon faisait une attaque, que le médecin d'urgence viennent vite le voir. Ils se sont pointés alors que ça faisait un bon moment qu'on frappait la porte avec nos pieds : une matonne infirmière et un ATS [?]. Ils lui ont posé un bandage et sont repartis sans attendre nos insultes et nos cris pour qu'ils l'emmènent à l'infirmerie où il pourrait être mieux soigné. Le lundi soir, il a été extrait du quartier d'isolement, les matons nous assurant qu'il allait à l'infirmerie, ce dont nous ne pouvons être certains. Jeudi, il a été transféré vers le sud en direction de Puerto I (Cadiz) mais en passant par León où il dort la première nuit puis par la prison de Topas à Salamanque où il reste quatre jours. Il passe la nuit suivante à Badajoz puis à Puerto après une halte dans celle de Séville II. Tous ces transferts dans des conditions identiques malgré son attaque... Arrivera-t-il vivant à Puerto I ?

Le règlement de la prison précise en son article 4.2 que l'administration pénitentiaire "veille" sur la vie des prisonniers, leur intégrité et leur santé ; l'article 3.4 de la loi organique générale pénitentiaire va dans le même sens. De plus, et ce sans exception, il leur est garanti une attention médico-sanitaire équivalente à celle de l'ensemble des habitants "libres" selon l'article 208.1 du règlement pénitentiaire. Mais la théorie contenue dans ces articles est une chose, et la putain de réalité une autre bien distincte comme le prouve l'histoire de ce compagnon. Ou bien ils te tuent, ou ils font de toi un légume comme tant d'autres qui s'éteignent jour après jour. Nous transmettons aussi ce courrier au Collège de médecine de Coruña comme une façon de porter plainte, au juge de Guardia de Betanzos et aux personnes concernées qui apparaissent davantage comme des disciples du vieux docteur Mengele.



[traduction d'un autocollant espagnol]

Carlos Alberto Rios Gonzalez, Jorge Alberto Armas
Centro penintenciario Teixeiro
Ctra Paradela s/n — 15310 Curtis (a Corunha)

[Traduit de l'espagnol. Tiré d'*A Golpes*, avril/mai 2002, pp.14-15. Autres adresses : Apdo. 273, 34080 Palencia — Apdo. 314, 27080 Lugo — Apdo 583, 15780 Compostela — Apdo. 1159, 21080 Huelva — Apdo. 1279, 18080 Granada — Apdo. 586, 11480 Jerez — Apdo. 64, 08760 Martorell (Ben) — Apdo. 177, Viranòs — Apdo. 1235, 43080 Tarragona]

Lettre ouverte au maton surnommé Doña Enriqueta, chef de l'unité du module 5 du centre d'extermination de Ponent

Je veux te faire descendre de ton petit nuage, car vous n'êtes ni les seigneurs ni les maîtres du château, et parce que tu as fini maton tu dois être un chien et un ignorant, ordure incapable de te dégoter n'importe quel autre type de travail ; un parasite de la société qui profite des malheurs des autres, un déchet humain qui ne mérite aucune forme de respect parce que tu ne connais même pas le concept d'humanité et parce que tu es lâche et mesquin ; la liste des qualificatifs qui définissent un maton est interminable, et soyez sûrs qu'il arrivera un jour où nous pourrons échanger les avis que nous avons l'un sur l'autre sans que tu aies la possibilité de te faire aider par tes semblables. Profite en bien maintenant car le matin peut se lever tardivement ou ne plus jamais arriver...

[Traduit de l'espagnol. Tiré d'*A Golpes*, avril/mai 2002, p.27]

Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@free.fr

Abonnement : 12.20 euros / an
(15.20 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n'ont pas forcément à se poser la question de l'abonnement, une demande suffit

Les deux lettres de Yuma page suivante sont traduites de de "*obreo prisionero n°9*", périodique internationaliste des prisonnier-e-s anarchistes en lutte, et ont été publiées dans le bulletin #45 de l'*Anarchist Black Cross*, décembre 2002, pp 7-8 (ABC, c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex ; ABC, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille). Nous avons un peu modifié la traduction.

Deux lettres de Yuma depuis le centre d'extermination de Jaén

Communiqué destiné aux groupes anarchistes et aux autres personnes qui luttent contre la prison et l'existence du virus infectieux en uniforme bleu qui souhaitent m'annihiler en tant que personne. Les confinements en cachot prétendent me convertir en un automate de ma propre volonté, mais j'ai toujours été partisan de la lutte, puisque la vérité joyeuse est dans la lutte, dans l'effort, dans la souffrance que suppose la lutte, car il est plus facile de lutter pour un principe avant de renoncer à la nature de la liberté…

Hamed Hamed Belaid - Yuma -



Je vous écrit depuis l'épouvantable BUNKER FIES de Jaén où gouvernent le bourreau et la répression continue. Même les animaux du parc zoologique ne sont pas traités comme nous. Ils veulent nous exterminer par un isolement continu.

Je m'appelle Hamed Hamed Belaid - Yuma -, et je supporte depuis 12 ans le premier degré du régime spécial, FIES 1 (contrôle direct), soit le sigle qu'ils veulent mettre sur cette inhumanité. Une douzaine d'année sans progresser en second degré. Cette année, ils m'ont maintenu intègre [?], luttant contre un système qui voudrait me dépersonnaliser, comme s'ils pouvaient me modeler comme de l'argile, comme si j'étais un objet et pas un être humain. Mon orgueil et ma dignité, aucun maton ne peut l'humilier. J'ai été torturé plusieurs fois parce que je suis issu du peuple BERBÈRE. Les matons me traitent d'une façon raciste ; la torture psychologique est quotidienne, ils me sanctionnent et ouvrent des procédures disciplinaires avec de grossiers mensonges pour justifier ma supposée inadaptabilité.

Mais qui peut s'adapter à cet isolement brutal ?

Personne ! Je crois que je suis la personne qui a passé le plus d'années en premier degré sans progresser en second […]*, ils n'ont pas réussi à m'extirper mes liens sociaux. Maintenant, j'ai sollicité auprès du centre d'observation de la direction générale des institutions pénitentiaires soit ma progression en second degré, soit l'application de l'article 100 du règlement pénitentiaire. Ils savent bien, eux les psychologues, l'effet nocif de tant d'années en isolement ; supposons qu'ils soient sensibles et humains.

Je suis un individu et non pas un simple bureaucrate, j'espère qu'il leur reste un peu d'humanité, qu'ils me fassent progresser en second degré ou qu'ils m'appliquent l'article 100 du RP. J'exige seulement mes droits, ceux que la loi accorde [sic]. J'ai besoin de votre solidarité, qu'ils en tiennent compte et qu'ils sentent que je ne suis pas seul. Une lettre, un appel téléphonique ou un fax à la Direction Générale des Institutions Pénitentiaires, sollicitant ma progression en second degré pour raison humanitaire.

Parce que la réhabilitation et la resocialisation ne s'obtiennent pas avec un isolement indéfini [aïe]. Que l'on me traite pour une fois comme un être humain. J'ai encore un cœur et ils ne réussiront pas à l'enfermer.

YUMA

*petite coupure dans la phrase (problème de traduction) qui ne fait qu'exprimer l'image qui suit dans le texte.

Direccion General De Instituciones Penitenciarias, C/Alcala, 38-40. 28014 Madrid

Tf : 91 530 2242 (s'ils ne répondent pas à ce numéro vous pouvez essayer 913307690 - 7680). Fax : 91 335 4052

TOUT D'ABORD, j'envoie une forte accolade à tous les groupes qui représentent l'unique alternative à tout ce pays fasciste et oppresseur, et la dite alternative, c'est l'anarchie. Vous connaissez la lutte que je porte et revendique depuis qu'ils m'ont transféré dans le camp d'extermination de Jaén II, où s'exerce au sens large la punition, la répression et toutes les méthodes disponibles pour détruire une personne. Mais même ainsi, je suis et suivrai toujours plus loin ma proposition.

Cette année, j'ai mené une série de grèves de la faim et de txapeos (grèves de promenade). J'ai suivi la première grève de la faim pendant 30 jours, me suis reposé 7 jours, puis j'ai l'ai continuée pendant 20 jours de plus. Dernièrement, j'ai fait 5 autres jours de grève de la faim et la dernière grève de "txape", avec l'intention de durer 1 mois. Seulement, nous n'avons pu faire que 15 jours à cause des problèmes que nous encourrons dans ce quartier d'isolement (ils ont introduit un infiltré qui voulait briser l'unité entre les compagnons), et tout cela pour revendiquer les droits et les points qui ne sont pas négociables comme vous le savez [1].

Malgré toute la lutte que je mène et que je mènerai, ce système oppresseur dont l'unique fin est la destruction de l'être humain, tant physiquement que mentalement, ne cesse de s'acharner. Tous ses organes, à commencer par le sous-directeur pour la sécurité qui dirige ce BUNKER D'EXTERMINATION, comme le montre mon dernier entretien, si on peut l'appeler ainsi, avec l'équipe d'observation et de traitement, dont l'unique objet est de donner l'image qu'ils ont réinséré ma face dans la galerie. C'est clair, et comme tout le monde vous savez qu'il est impossible de réinsérer une personne par la punition continue. Je supporte cette situation depuis 12 ans et tout le monde continue pareil, c'est incroyable. Où est cette fameuse réinsertion dont ils parlent, quand en 12 ans d'isolement (FIES) ils n'ont pas daigné me laisser une seule opportunité ?

Comment veulent ils réinsérer une personne avec une équipe d'observation et de traitement qui a tous les trois mois un entretien qui ne dure pas plus de cinq minutes ? Se prennent-ils pour autre chose qu'un psychologue, un éducateur, etc,… pour qu'ils prennent tout ce temps pour m'étudier ? Soyons réalistes, s'il-vous-plaît ! L'éducateur, par exemple, vient uniquement pour me donner le même papier, avec les mêmes sigles (art. 91.3 du RP) signifiant un maintien en premier degré (FIES), et ne trouve qu'à me dire : signez ici. Voilà le professionnalisme de l'éducateur. Telle est l'étude qu'ils font avec ma personne dans ce CENTRE D'EXTERMINATION de Jaén II, voilà la longue période que je supporte dans ce BUNKER.

Ils voudraient m'exterminer en disant qu'ils sont entrain de me réinsérer. Ne savent-ils pas qu'ils sont guidés par la main de ce sous-directeur de sécurité, dont l'esprit stagne dans les années 40 où le nazisme pur et dur était parvenu au grand jour à exterminer toute personne qui tombait dans les camps de concentration ?

C'est vraiment triste et lamentable qu'une équipe d'observation et de traitement, qui se fait passer pour des PROFESSIONNEL-LE-S, lesquel-le-s sont supposés avoir fait toute une série d'étude, avoir des années d'expérience et de professionnalisme, opte pour la punition comme dans mon cas. Dans quel but ?

Voyons les résultats, soyons réalistes, tout ce tas de psychologues, de juristes, d'éducateurs, forment une partie d'un Etat oppresseur dans lequel les lois et tous les droits humains sont transgressés sans que personne en finisse avec ces PROFESSIONNEL-LE-S DE PACOTILLE pour le leur rappeler de toutes les manières possibles. Bien que vous sachiez comme tout le monde quel type de racaille ils sont, ils n'auront de cesse de s'acharner pour me détruire avec de faux rapports remplis de mensonges et de calomnies.

Hamed Hamed Belaid - YUMA [2]

1. Note de CS : Les revendications collectives depuis le début de la lutte fin 1999 sont l'abolition du FIES, la libération des malades et ceux qui ont accompli 20 ans ou les 3/4 de la peine, la fin de la dispersion.
2. On trouvera une précédente lettre de Yuma, datée de l'été 2001, dans la brochure de *Tout le monde dehors !* (21ter rue Voltaire — 75011 Paris), déc. 2001, pp.12-13

Lettre posthume de “Paco” Ortiz Jimenez

Badajoz, 18 juillet 2003

Salut à ### et amour à tous les compagnons !

Cette lettre se veut brève et concise, mais surtout posthume.

Comme vous le savez, au moins une grande partie d’entre vous, j’ai payé vingt années entières de prison, dont près de dix-sept passées en régime d’isolement puis, à partir de 1991, en régime FIES 1 RE.

Actuellement, après une courte parenthèse de six mois en liberté, marié, enfant avorté et de ce fait divorcé, cela fait trois ans et treize jours que je suis incarcéré et ce, depuis le premier jour —sans raison—, en régime FIES : Malaga, Alicante, Picassent, Huelva, Jaen et maintenant Badajoz.

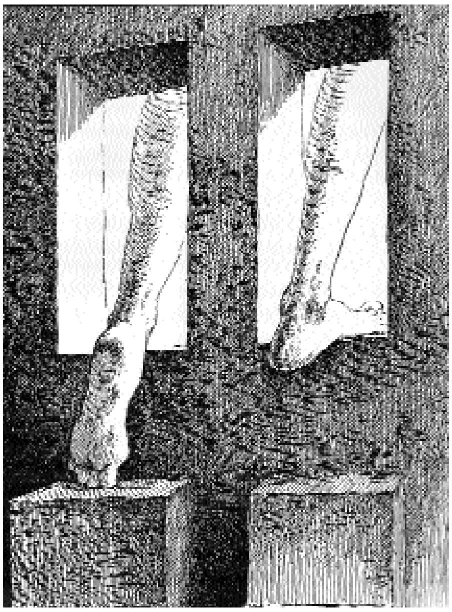
Je suis libertaire —dedans comme dehors— depuis que j’ai l’usage de la raison, et j’ai lutté pour cela aussi bien dans la rue qu’en tant que prisonnier ; pour mettre un grain de sable et de changement dans la situation existante de domination écrasante du capitalisme le plus fasciste et sauvage. Dans ces conditions, vingt-trois ans de geôles assassines, c’est dans les prisons que mon combat a été le plus fort (même si dehors nous fîmes plus de deux belles “histoires” de sabotage contre l’ennemi, que je ne décris pas faute d’espace et pour ne créer d’ennui à personne).

En vingt années, il ne s’en est pas passé une seule sans que je n’intervienne directement dans des mutineries, sous tous leurs aspects : idéologiques, stratégiques et d’action directe. Comme vous le savez, nous mîmes en échec tout un gouvernement durant plus d’une décennie malgré la répression très dure.

Mais que ce passe-t-il à présent ? En trois années, il n’a manqué que le fait qu’ils nous bâillonnent —littéralement— Claudio, Gilbert [1] et moi.

J’ai profité de petits triomphes contre ces chiens : ainsi, moi, Francis Ortiz Jimenez, j’ai contribué très directement au licenciement de Directeurs généraux de centres de direction, de directeurs et matons d’un certain nombre de prisons ainsi que d’employés subalternes.

La situation est la suivante : l’opportunité d’action est nulle mais, quoi qu’il en soit, là où j’ai été il y a de



l’harmonie entre les détenus et, dans certains endroits, de belles histoires. Mais en général —et en résumé—, 99 % des prisonniers (et en Fies c’est plus ou moins la même chose) sont “endormis” par les cachets distribués en journée. Et contre cela, le travail quotidien pour les rendre conscients un par un afin qu’ils cessent d’accepter cette merde qui les rend passifs ne sert à rien.

Endormis ! Et on ne peut pas réussir parce que c’est comme dans “big brother” : s’ils se rendent compte que tu vas triompher, ils te transfèrent… et tu dois tout recommencer.

C’est une réflexion intime et personnelle qui m’a amené, ces dernières années (depuis pas mal de temps), à décider d’en finir avec cette existence et aucune opinion contraire ne m'importe (d’ailleurs je ne la demande pas).

J’ai tenté de me suicider plusieurs fois sans succès et j’ai laissé au cours de l’une d’elles (je suis tout à fait bien portant, fort et bien conservé, sans anticorps de rien, ni rien de rien, j’ai 43 ans mais j’ai l’air jeune) une ou deux lettres de revendication : liberté pour les prisonniers enfermés, abolition du FIES et fin de la dispersion, et j’accusais le service de contrôle direct et toute cette bande canailles en bleu ciel de nous pousser au suicide, comme le font aussi les juges de surveillance [juge d’application des peines] par action et par omission (puisque la thérapie en cas de tentative de suicide, c’est la sanction). De la prison de Madrid, ils m’ont envoyé à Huelva pour me faire examiner de façon approfondie par un psychologue extra-pénitentiaire et à l’hôpital de Jaen par un psychiatre et une psychologue, des “experts”. Ca ne leur a pas réussi : si je dois mourir, c’est parce que je le déciderai moi, librement et consciemment. Et je le ferai justement avec une forte surdose de ces cachets qu’ils donnent aux gens, et non pas par hasard ; je sais que ça ne changera peut-être rien, mais j’aimerais qu’ils réfléchissent là-dessus, ne serait-ce que la moitié d’entre eux.

Quoi qu’il en soit, je ne meurs pas “seul” parce que je le “veux” (j’aime la vie et je désire vivre) mais parce que je ne peux plus vivre comme ça : comme une bête en cage dans des quartiers qui ressemblent à des secrets militaires, où il n’y a rien d’autre que des chiens de garde aux ordres de leurs chefs, pas plus que ne sont valables leurs propres lois, dictées par les vipères en uniforme qui gouvernent au nom des mêmes depuis toujours ; où la seule dignité qu’on te reconnaît est celle que tu fais valoir pour toi-même, individuellement ; où tu n’as d’autre “défense” que ta voix luciférienne pour justifier la bête que tu es (j’ajoute, petit exemple de défense solitaire de sa dignité, le fait d’assumer ce qui suit avec intégrité, l’intégrité, la valeur et ? qui ne m’ont JAMAIS fait défaut).

A la fin , je MEURS pour moi, pour tous les compagnons ; pour la dignité de tous les êtres humains et pour un monde libre, d’hommes et de femmes ÉVEILLÉS et sans prison.

Je vous aime, compagnons.

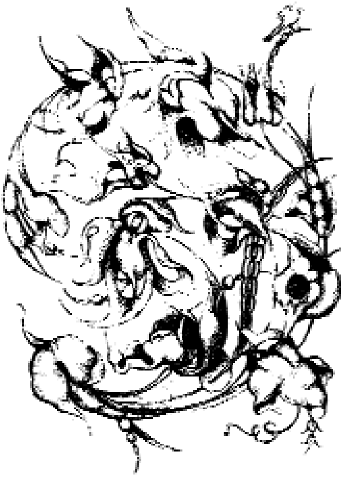
Insoumission ! Insurrection ! Anarchie, liberté et dignité !

PACO

Tu peux faire de cette lettre ce que bon te semble ; jette-la, diffuse-la… je t’y autorise par la présente, de ma main et signe Fco. Ortiz Jimenez, DNI 27375760.

1. Claudio Lavazza et Gilbert Ghislain sont deux prisonniers FIES incarcérés à Huelva, voir lettres d’hommage page suivante.

[Traduit de l’espagnol et à partir de la version parue dans *L’Envolée* n°10, décembre 2003, p.18]



Mort au module FIES

NOTRE CHER COMPAGNON Francisco Ortiz Jimenez (Paco) est mort samedi dernier 19 juillet dans le module FIES de la prison de Badajoz. Il a cherché la liberté par le suicide en ingurgitant une dose mortelle de pilules, une manière très dure pour échapper définitivement à la réalité de la prison et de l'isolement, qu'il ne supportait plus.

J'ai connu Paco il y a plus de deux années ici, dans le module FIES de Huelva, et je l'appréciais beaucoup ; tous ceux qui ont eu l'occasion de le connaître l'aimaient beaucoup. Il me disait qu'il "aimait la vie, la vraie vie en pleine liberté. Mais pas celle que nous vivons ici, dans une section d'isolement. Celle-ci n'est pas une vie qui vale la peine d'être vécue". Depuis qu'il est entré en prison la dernière fois il y a trois ans, il a tenté sept fois de se tuer. Sa dernière tentative, ce fut le 22 mars 2003 à Jaen lorsqu'il s'est taillé les veines, mais il n'a pas réussi, la vie trop forte qui battait dans son cœur refusait encore une fois la mort. Je me souviens qu'il me disait dans une de ses lettres : "C'est incroyable, il semble que je sois immortel".

A Huelva, lorsqu'il était ici avec nous, il a fait deux tentatives, ils l'ont porté à l'hôpital et Paco est revenu quelques jours plus tard comme si de rien n'était. Un peu retourné, certes, mais tranquille avec sa détermination. "La vie est un bien qui appartient à chacun de nous et nous avons le droit indiscutable d'en faire le meilleur qu'il nous en semble", me disait-il.

Paco a passé presque toute sa vie en prison : vingt années en luttant contre toutes les injustices du système pénitentiaire, luttant pour la vie et la

Une lettre de Gilbert

IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS, à Picassent, j'ai rédigé un texte à la mémoire d'un ami très cher : El Guiri.

Le 19 juillet, mon ami Francisco Ortiz Jimenez est mort dans le module FIES de Badajoz.

La mort rode de manière si palpable dans ces couloirs, que je me suis moi-même demandé plus d'une fois si le moment n'était pas venu de m'en aller. Je ne suis pas parvenu à comprendre pourquoi j'ai résisté, ces derniers temps j'ai même la sensation d'être déjà mort. Peut-être ai-je résisté grâce au même sentiment de Paix que poursuivait Paco.

Paco est mort et je suis là, vide, pourtant je dois vous parler de lui. Paco voulait que sa mort serve à quelque chose, qu'elle trouve une certaine résonance dans la rue pour que les uns et les autres sachent quelle réalité on nous oblige à vivre.

Paco était fort. Peut-être le plus fort de tous les compagnons que j'ai croisés dans ces modules. Il voulait que cela soit bien clair : LA PRISON NE L'AVAIT PAS VAINCU. Venant de lui, cette phrase n'était pas un dernier cri d'orgueil mais une vérité que seuls ceux qui le connaissaient bien pouvaient connaître.

Qu'il est difficile d'expliquer tout ceci...

Paco était un guerrier, c'est ainsi qu'il se définissait et se percevait. Il y a eu un moment où il a cessé de croire en la lutte. Il avait lutté durant vingt longues années. C'est sans doute le compagnon qui a donné le plus de fil à retordre à l'institution pénitentiaire, toujours dans l'ombre, toujours en se foutant de leur gueule. Un de ses amis, son ami d'âme Patxi Zamoro m'a dit il y a plus de 10 ans dans le module FIES de Jaen II que Paco était l'homme le plus redouté par l'administration. Quelques mois plus tard, j'ai eu l'occasion de le connaître à Valladolid. Nous nous sommes reconnus aux premiers regards et les mots sont devenus superflus.

Patxi est mort il y a quelques années après avoir dénoncé le régime FIES autant qu'il l'a pu. Il est mort Libre et en Paix, auprès de sa compagne aimée.

Ici à Huelva, un matin ils nous ont fait sortir dans la cour. Paco ne sortait pas, il ne répondait pas à l'appel des gardiens qui n'osaient pas entrer dans le couloir. J'ai aussitôt compris qu'il s'était tué. Je savais qu'il avait toujours plus d'une centaine de cachets sur lui et j'avais seulement réussi à ce qu'il me promette de me prévenir quand l'heure serait venue. La nuit précédente, il avait pris congé en faisant une allusion que j'aurais dû comprendre, mais je lui ai répondu machinalement sans lâcher ce que j'étais en train de faire.

J'ai demandé aux gardiens de me laisser entrer dans sa cellule, voisine de la mienne. Il était là, renversé sur le lit, habillé et propre. Soudain, je me suis rendu compte qu'il respirait encore. J'essayai de le réveiller, enfin il a ouvert les yeux.

Je n'ai pas appelé les gardiens tout de suite. Je savais que Paco avait décidé de mourir avec la même détermination que celle avec laquelle il avait lutté toute sa vie. La seule pensée qui m'occupait l'esprit était : et maintenant, qu'est-ce que je fais ? Comme lui-même nous avait répété tant de fois que sa vie lui appartenait et que s'il avait décidé froidement de se l'ôter, personne ne pouvait s'arroger le droit de l'en empêcher. Finalement, j'ai réussi à lui faire ouvrir les yeux, mais il n'a pas repris conscience et c'est là que j'ai décidé d'appeler les gardiens et de faire pression pour qu'ils fassent venir immédiatement un médecin dans le couloir, et ils l'ont emmené rapidement à l'hôpital.

Paco était mon ami, je l'aimais. Comment aurais-je pu garder mon sang-froid au lieu d'appeler les gardiens et me demander ce qu'il voulait que je fasse ?

Certains penseront que j'ai atteint un tel degré de déshumanisation que la mort d'un ami a cessé de m'impressionner. Et merde !!... Pendant que je le secouais et le giflais pour le réveiller, des larmes me montaient aux yeux.

La mort est devenue si quotidienne entre nous, tant d'entre nous s'en sont allés, le processus de mort lente auquel ils nous soumettent est tellement long que la mort s'est transformée en une libération définitive pour celui qui la choisit.

Paco aspirait de toute son âme à une libération définitive, une Paix pour toujours.
... 20 années passées à lutter et quelques mois de liberté avant de revenir dans l'enfer des modules FIES, c'est ce qui l'a tué. Lorsqu'il a compris que jamais il n'obtiendrait cette Paix à laquelle nous aspirons tous, il a préféré mourir. Ce qui l'a tué, c'est de savoir que quoi qu'il se passe, jamais il ne pourrait profiter de la simplicité de la vie tant que ses amis resteraient prisonniers, et des amis ou tout au moins des compagnons, il en avait beaucoup, tous les hommes et les femmes capables de s'élever contre la prison à partir de leur individualité.

Quelques semaines avant sa mort, j'ai reçu une lettre de lui dans laquelle il me criait son envie de vivre alors même qu'il sortait de la déveine. En le lisant, j'ai pensé qu'il avait peut-être changé de décision et qu'il s'était mis à marcher vers la vie. Le transfert à Jaen lui a fait du bien. Ici , nous avons tous les trois arrêtés de lutter, acceptant jusqu'à l'inacceptable sans même nous en rendre compte et en intériorisant la répression.

Quand ceux d'en haut n'arrivent pas à nous anéantir par la force brute, ils emploient des méthodes plus subtiles de dépersonnalisation.

Dans un premier temps, il s'est effondré à Jaen, puis Dani est arrivé avec ses éternelles critiques du système. Et Paco a recommencé à se soulever. L'homme qui depuis des années ne s'énervait qu'en de rares occasions a commencé à dénoncer sa situation. Ce n'était qu'un palliatif à ce qu'il considérait comme la lutte véritable, mais cela lui a au moins permis de retrouver le goût de vivre. La lutte donnait un sens à sa vie. La lutte et la Paix sont deux concepts distincts et contradictoires qui naissaient d'un même élan : le besoin existentiel de liberté, d'être libre [l'auteur emploie les deux verbes "être" en espagnol : ser et estar]. Quand il a compris qu'il ne pouvait y parvenir, il a préféré mourir avec la dignité qu'il a toujours su garder. Pour moi, comme j'en suis sûr pour lui aussi, ce geste ne fut pas celui d'une déroute mais l'ultime cri de liberté qu'il lui restait.

Je ne crois pas que sa mort apporte quelque chose à la lutte anti-carcérale, une réflexion peut-être, c'est ce qu'il aurait aimé : que chacun profite des moments de Paix que lui offre la vie et que dans la lutte chacun choisisse le chemin qu'il pense le plus adéquat.

RÉVOLTE et LIBERTÉ

Gilbert

liberté, la sienne et celle des autres. Et aujourd'hui, après tant d'années, les forces lui manquent pour recommencer. La dernière fois qu'il m'a parlé de lui, il me racontait sa situation au moment de son départ d'ici pour un transfert vers Jaen II. Un transfert annoncé précédemment par une note de la direction dans laquelle elle disait qu'un tel déplacement était effectué à fin de faciliter sa récupération : comme s'il était possible d'aider quelqu'un en l'enfermant à Jaen II (j'y ai été et je sais très bien combien ça y est dur). Ils ont transformé son baluchonage en une espèce de sanction, et qui plus est à peine sorti de l'hôpital. C'était un mensonge sans nom de défendre que placer là notre compagnon "pourrait favoriser son rétablissement", là où ils détruisent les prisonniers, où on cherche à les anéantir ; ceci a effacé le peu de joie qu'il lui restait encore.

Vous pouvez imaginer comment Paco s'est trouvé mal dans le module FIES nauséabond de Jaen II, en isolement, dans l'obscurité, seul et dans le silence : un lieu identique à une tombe. Ce n'est pas un hasard que là aussi il a cherché à se tuer.

Malgré sa situation et son état d'âme, il a participé, avec les autres prisonniers qui sont arrivés au fur et à mesure à une lutte pour bloquer le projet de convertir le FIES de Jaen II en une section à double usage, c'est-à-dire pour prisonniers FIES de premier et second degré, comme dans la prison de Picassent (Valence).

Les protestations de tous ordres furent efficaces et la direction n'a pas réussi à obtenir ce qu'elle voulait, et Paco fut transféré dans le module FIES de Badajoz, un module de second degré où il a trouvé la mort.

C'est ce qui arrive avec toutes leurs merdes, parce qu'il est très clair pour nous que chaque mort en prison est un crime d'Etat, et ce sont eux les responsables des raisons pour lesquelles ces morts arrivent.

Claudio Lavazza
Cp Huelva, Modulo 16 FIES
Carretera la Ribera s/n
21610 Huelva
Espagne

[Publié le 16 août 2003 en italien sur a-infos]



Nouvelles d'Espagne

◆ Le 8 novembre 2000 était arrêté Eduardo Garcia Macias, accusé de l'envoi de sept lettres piégées à des journalistes et des politiciens au début de cette même année et des attentats ou tentatives contre le tribunal de Valence et un commissariat à Burgos. Il était finalement sorti contre une lourde caution, après avoir effectué 11 mois et 6 jours de prison. Les accusations sont tombées au fur et à mesure, et Edu passait en jugement le 17 novembre 2003 pour deux tentatives de meurtre par lettres piégées qui n'avaient pas explosé (contre Raoul del Pozo et Alfredo Semprun de *La Razon* et *El Mundo*) et possession d'explosif. Le procureur avait demandé 22 années de prison.
Le 19 janvier 2004, l'Audiencia Nacional de Madrid a rendu sa sentence : Edu est acquitté pour les deux lettres ("*l'unique élément indicatif* [sur une relation entre Edu et les lettres piégées] *est la similarité entre les composants génériques de la poudre de chlorate trouvée en possession de l'accusé et ceux utilisés dans les deux lettres piégées*", "*le tribunal ne retient pas cet élément comme suffisant pour se former une conviction qui dépasserait la présomption d'innocence*"), mais il est condamné à quatre ans de prison pour possession d'explosifs (36 grammes de chlorate dans un sachet) qu'il a toujours nié avoir chez lui.. avant l'arrivée de la police.

◆ Le 1er novembre 2003, Claudio Lavazza, Gilbert Ghislain, Roberto Catrino et Daniel Ramirez ont entamé une grève de la faim intégrale dans le module FIES de Huelva. Ils revendiquaient l'amélioration des conditions de détention dans ce module, tenaient à rappeler la mort de Paco Ortiz et l'obtention des quatre revendications de la lutte collective entamée il y a plusieurs années : abolition du FIES, fin de la dispersion, libération des détenus malades et de ceux qui ont accompli plus de 20 ans de prison. Après avoir été alimentés avec du glucose pendant quelques jours et obtenu quelques satisfactions partielles, ils ont arrêté le 23 novembre. Trois prisonniers de la section FIES de Jaen II les avaient rejoints dans la grève de la faim, et une section entière de la prison de Botafuefo avait suivi par une grève de promenade.

◆ Le 8 octobre 2003, Xosé Tarrio Gonzales a été arrêté à Coruna, accusé de cinq vols. Ce compagnon était sorti de prison en mai 2003, après 16 ans de prison (dont 11 en isolement). Il a notamment écrit *Huye hombre huye*, un témoignage sur les prisons espagnoles (dont le FIES) et les luttes auxquelles il a participé. Des extraits en ont été publiés dans la brochure n°2 de *Tout le monde dehors* (avril 2001), pp. 4-6.

De l’autre côté

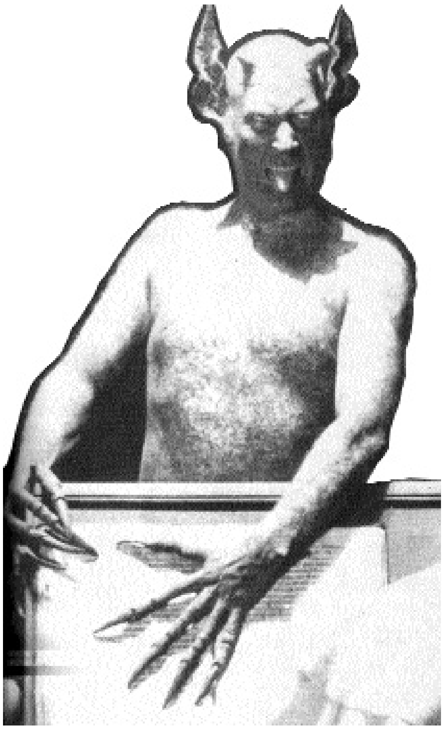
Salut
ici un communiqué de gabriel pombo da silva. il s’est évadé de prison il y a peu. Merci de l’envoyer partout aux compagnons de france et espagne.
[reçu par courrier le 24 janvier 2004]

A mes compagnons et à ma famille : j'aurais voulu en finir une bonne fois pour toutes avec ces boulets si pesants que sont la prison, les persécutions, les évasions… je le dis la main sur le cœur ; je m'obstine, je crains d'être voué à vivre constamment avec un passé conditionnant le présent et le futur, ce qui me pousse toujours davantage vers une situation désespérée et surréaliste de tension et de confrontation avec "l'ensemble des choses" qui configurent, façonnent et englobent le monde, l'existence et la vie sous tous ses aspects.

Je ne peux pas, je ne veux pas et je ne dois pas accepter de me soumettre aux logiques dominantes de quelques uns qui, pendant toutes ces années, ont torturé mon/nos cœurs, mon/nos esprits, mon/nos existences et ont prétendu nous orienter/contrôler et nous diriger vers le chemin fallacieusement baptisé " socialisation-normalisation ".

AUX AUTRES
Vous nous/m'avez torturé jusqu'à des limites insupportables ; vous avez failli à tous vos codes de valeurs soi-disant éthiques-morales-politiques par l'usage de vos lois / normes / institutions et représentations formelles… finalement… j'aurais voulu pouvoir faire les choses (toutes les choses) à partir d'une perspective/situation plus facile et plus libre… néanmoins, non contents d'avoir soustrait 20 ANS (peine maximale de privation de liberté sous l'ancien Code Pénal de l'état espagnol ; peine rallongée à 40 ans par le gouvernement Aznar avec un caractère rétroactif) de mon/nos existences, ils veulent aussi me/nous priver de la MÉMOIRE-PAROLE-LIBERTÉ-TOUT…

Ca suffit !!! Fini les commandements, la farce, le silence, les humiliations, les tortures… aujourd'hui je suis LIBRE (aussi libre que peut l'être un être humain exilé de sa terre et des siens) et je peux mettre en pratique la PAROLE-ACTION… Je peux dormir avec la conscience tranquille de pouvoir au moins aider et partager avec des personnes/collectifs qui comme moi ont souffert, souffrent et souffriront de la violence des ETATS-INSTITUTIONS-GOUVERNEMENTS-LOIS…



Lorsque les LOIS-NORMES se transforment en instrument de VENGEANCE entre les mains du pouvoir de fait, il ne nous reste plus qu'à les ignorer, dédaigner, dénoncer, attaquer, sous toutes leurs expressions/ manifestations… Quand les Droits ne servent que les intérêts et les ambitions de quelques uns, il ne nous reste plus qu'à investir la marge.

Je ne vais pas énumérer ici, en de telles circonstances, tous les faits au travers desquels se révèlent TOUS les abus de pouvoir que les ETATS DE DROITS passés et à venir ont commis, commettent et commettront contre nous.

Dans l'Etat espagnol, mes camarades pourrissent dans des Unités Spéciales qui à leurs débuts furent illégales, puis semi-légales et plus tard légales… Un régime, le F.I.E.S. module 1, dans lequel 13 COMPAGNONS de lutte et de rébellion ont perdu la vie depuis son instauration (en 1991) ; le dernier fut mon frère et ami Paco Ortiz…

Pas de trêve !!! Jamais vous ne reposerez en paix tant que vous n'aurez pas mis fin à vos secrets militaires ! Nous ne cesserons pas de crier, d'exprimer notre horreur et notre rage envers votre fascisme démocratique afin que vous non plus ne parveniez à dormir tranquille !!!

Je sais que nous sommes presque seuls dans cette lutte contre vous et vos institutions/représentants ; que les temps ont tellement changé qu'il importe peu que quelques compagnons criminalisés soient rendus fous et meurent dans l'indifférence générale ou quasi générale… Personnellement de suis si convaincu et épris de LIBERTÉ, de toutes les LIBERTÉS, que je lutterai avec toute mon énergie, mes sentiments et mes passions pour changer ce monde (ou au moins essayer de le changer) en le détruisant et en en créant un différent de celui que vous nous avez légué avec votre AUTORITÉ /AUTORITARISME.

AUX NÔTRES
Je fais un appel à toutes les personnes, collectifs, organisations et peuples qui aujourd'hui en plein 21e siècle luttent pour plus de Dignité, d'Autonomie et de Liberté… Je ne nourris aucun espoir de sortir de cette "aventure", pour cela, je voudrais que je/nous soyons un lien de continuité contre la tyrannie et les tyrans pour toutes les personnes, groupes, collectifs qui se disent amoureux de toutes les libertés…

Je fais un appel à ces journalistes (pas ceux qui sont porte-parole des états) pour qu'ils soient courageux, dignes, et responsables [sic] et qu'ils entrent dans ces unités spéciales d'espagne, de france d'Allemagne, des u.s.a. etc. et qu'ils voient de leurs propres yeux ce à quoi je fais référence…

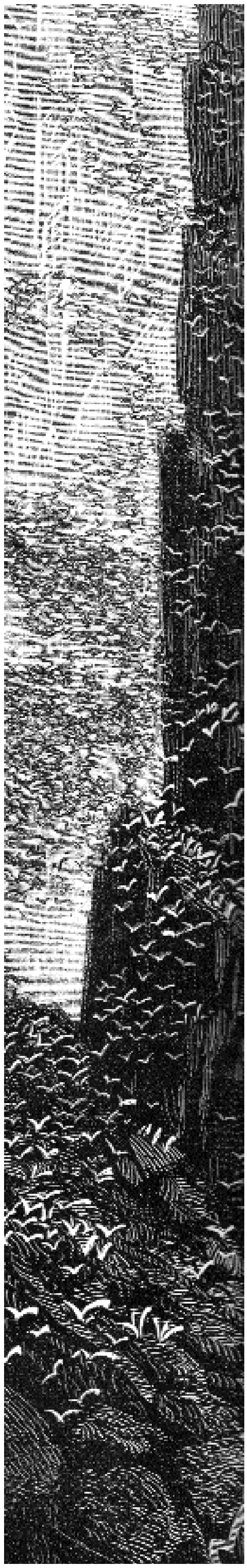
Evidemment, je ne nourris aucun espoir en ce que les états renoncent à ces instruments de domination et de torture ; ni non plus à ce qu'ils satisfassent les bonnes volontés de ces groupes/ organisations/etc. qui dénoncent ces FAITS/SITUATIONS ainsi que d'autres… par exemple le F.I.E.S., le D.E.R.T.… et, plus loin géographiquement mais plus proche dans le temps, la situation des otages de guerre Talibans à Guantanamo (dont le cas juridico-légal est manifestement et absolument injustifiable), les assassinats légaux des Yankees, principalement contre les afro-américains et les latinos.

AUX MIEN-NE-S
Quant à vous, famille, amis et compagnons, je vous dis que vous vivrez dans mon cœur et que je regrette de vous priver de ma compagnie et de ma présence, il en va ainsi, ainsi me le dicte ma conscience, mon cœur…

Pour ceux qui m'ont laissé seul dans ce choix de lutte et de liberté ainsi que pour les traîtres et ennemis, un sourire empreint d'un mépris profond et éternel.

SALUT, ANARCHIE
ET REVOLUTION SOCIALE !!!

Gabriel Pombo Da Silva



LE 7 JUILLET 2003, deux compagnons anarchistes sont arrêtés à Valence. Amanda et Eduardo sont initialement accusés d'avoir envoyé un colis piégé qui a explosé le 24 mai dans une poste et de de cinq sabotages urbains au cours de ces dernières années. Dans une lettre rendue publique le 20 juillet et que nous traduisons ci-dessous, Amanda revendique trois actions : l'incendie contre un distributeur de billets en solidarité avec les prisonnierEs et contre l'isolement, l'incendie d'une grue contre le projet urbanistique Cabanyal, la fabrication et l'envoi du colis piégé, qui était destiné au parti fasciste Espana 2000.

Le 13 novembre 2003, le juge de la cour n°5 de Valence a refusé leur remise en liberté. Le dossier des deux autres personnes mises en cause a par contre été classé. Rappelons aussi que l'Audiencia Nacional (cour d'assise antiterroriste située à Madrid) a invalidé les accusations de "terrorisme" et renvoyé l'affaire à Valence, où l'affaire a été divisée en plusieurs parties pour chacun des faits. Le juge a retenu l'accusation de sabotage d'un tractopelle pour Eduardo, celle de plusieurs autres sabotages ainsi que l'envoi de la lettre explosive pour Amanda.

Une lettre d'Amanda

(...) Je revendique trois actions, l'incendie d'un distributeur de billets en solidarité avec les prisonnierEs et contre l'isolement ; l'incendie d'une grue contre le projet urbanistique de Cabanyal ; la fabrication et l'envoi d'un colis piégé qui a explosé dans une poste et était destiné au parti fasciste Espana 2000. (...)

(...) Je ne voudrais pas qu'on parle de montage et de répression et encore moins qu'on utilise un ton victimiste, parce que je crois que vous pouvez toutes et tous avoir facilement l'intuition de ce qui ce passe. Je souhaiterais que les faits soient recadrés globalement à travers la situation dans laquelle nous devons vivre, dans la lutte de classe qui a existé, existe et existera aussi longtemps qu'existeront l'Etat et le capitalisme.

(...) Personnellement, je me reconnais dans la version classique de l'anarchie, basée sur la pratique de l'assemblée, l'action directe, l'entr'aide, la contre-culture ; jusqu'à la réalisation d'une révolution sociale en mesure de détruire la société et qui permettra aux groupes humains de s'organiser comme ils pensent que c'est le mieux. C'est à chaque individu de choisir comment il souhaite vivre sa propre vie, mettant de côté pour toujours l'ordre, le pouvoir, l'inégalité et la souffrance causée par certains humains à d'autres, aux êtres sensibles [les animaux] et à la Terre... (...)

Cela semble assez évident et vous êtes probablement en train de vous demander pourquoi je vous parle de l'anarchisme. Je veux dire simplement que c'est ainsi que j'ai construit ma vie et que c'est l'anarchisme que je veux propager, transmettre et faire croître, même si je le fais en ce moment sur un mode très schématique. (...)

(...) Une autre idée que j'apprécie, à propos des actions que j'ai mentionnées plus haut, c'est qu'il s'agit d'actions que nous pouvons toutes et tous accomplir, c'est faire comprendre que chacun peut frapper ce qui l'opprime. Elles pourraient être un grain de sable contre l'apathie, l'indifférence, l'impuissance et le conformisme qui imprègnent les gens car je pense qu'elles peuvent leur transmettre la confiance et la force nécessaires pour tenter de faire de leur vie ce qu'ils désirent. Je ne sais pas, peut-être suis-je en train de chercher à clarifier qui je suis pour les personnes qui ne me connaissent pas. (...)

(...) Je voudrais que la lutte qui sera menée soit une révolte plus liée à la diffusion des motivations pour lesquelles j'ai été/nous avons été capturés plutôt qu'à ma libération (je me foutais d'être en prison avant le 7 juillet. Les murs, les barbelés, les barreaux et les cellules n'étaient juste pas très visibles, ou bien étaient repeints avec de belles couleurs ; la seule chose qui ait changé est qu'avant ils me laissaient sortir dans un espace plus grand).

Je ne veux pas que la peur assombrisse quoi que ce soit, que certains se "modèrent", se "limitent", changent de "façon d'être", "utilisent d'autres langages", "changent de vie" ou d'autres merdes de ce genre. J'ai pleine confiance dans les instruments que l'anarchisme met en pratique depuis toujours. Si quelqu'un ne veut pas de problèmes, qu'il abandonne l'anarchisme et entre chez les boy-scouts. Etre anarchiste sera toujours un problème tant que l'injustice sera institutionnalisée, toujours. (...)

(...) Nous ne devons pas penser à eux pour agir, nos décisions ne peuvent être influencées par les réactions supposées de la police, des juges, de la presse, etc. Cela signifierait leur permettre de faire partie de notre mouvement. Et nous ne pouvons l'accepter. Nos objectifs ne peuvent être freinés que par ce qui vient de nous mêmes. (...)

(...) Comme le dit la chanson, ce qui me terrorise le plus c'est que rien ne change, et comme le dit une autre chanson : n'attend pas que les choses changent sans toi, sans toi elles ne changeront pas. (...)

J'espère que ce que je suis en train de raconter sert à quelque chose. Votre aide me donne de la force. Je sais que je ne suis pas seule, ma cellule est vraiment trop petite pour contenir tous les gens qui sont à côté de moi. Comment dit-on déjà ? L'anarchie est inévitable...

Terroriste, ton père !

Extraits d'une lettre d'Amanda, depuis le camp d'extermination d'Alcala Meco, 20 juillet 2003

[Traduit de l'espagnol et à partir de la version parue dans le bulletin de l'ABC/CNA Dijon n°52, juillet/août 2003, p.3]

Pour lui écrire :
Amanda Cerezo Garcia
Modulo Mujeres
CP Alicante II
Ctra N-330 Km 66
CP - 03400 Villena
Espagne

Pour écrire à Eduardo :
Eduardo Alonso Sanchez
Modulo 2
CP Madrid II
Crta de Meco Km 5
CP - 28871 Alcala de henares
(Madrid)
Espagne

Communiqué des cinq anarchistes de Barcelone

Prison de Soto del Real (Madrid), 22 septembre 2003

Compagnon-ne-s, nous voici maintenant ici avec un sourire aux lèvres et le poing plus tendu que jamais.

Nous n'avons abandonné aucune de nos idées, de nos passions, de nos rêves pour continuer le chemin.

Nous n'avons pas laissé la plus petite partie de notre être dans les cachots, malgré les cinq jours et cinq nuits d'incommunication [en isolement dans les locaux de l'anti-terrorisme]. Là où se meurent de dégoût ces vermines, avec leurs menaces et leurs raclées, avec leurs visages masqués et leur existences misérables.

Nous continuerons notre chemin sans qu'ils aient réussi à faire naître dans nos cœurs ni le doute ni la désespérance. Ils n'ont pas gagné, bien qu'ils nous aient enfermé-e-s. Alors, cela va de soi, nous continuerons la lutte d'ici. Et, cher-e-s ami-e-s, ne vous inquiétez pas du fait qu'ils continuent à remplir les prisons de "terroristes", nous finirons par prendre leurs prisons pour les convertir en feux de résistance.

Compagnon-ne-s, courage à tou-te-s. Continuons sans reculer, avec toutes les précautions nécessaires, qui doivent être nombreuses.

Depuis Soto del Real, une accolade à tou-te-s.

NOUS SAVONS QUE NOUS NE SOMMES PAS SEUL-E-S !
LIBERTÉ POUR LES ANARCHISTES DE VALENCE, DE GRÈCE ET DE PARTOUT !

Toujours, pour l'anarchie.

P.S. : La solidarité révolutionnaire est toujours aussi nécessaire. Mais, compagnon-ne-s, ils en savent beaucoup trop sur nous. Ce n'est pas facile. Il est nécessaire d'être invisibles, intangibles et déterminés.
Etre prudent ne veut pas dire être passif : que chaque pas franchi soit sûr.

Bonne chance. Debout ceux et celles qui luttent.

[Depuis, seul Igor est resté à Soto del Real : Carolina est à Brieva (Avila), Rafael à Valdemoro, Joaquin à Navalcarnero.]

*ON SE SOUVIENT QUE LE **21 FÉVRIER 2003**, cinq compagnons étaient arrêtés, quatre à Barcelone et un à Almeria. Ils étaient accusés par le juge Garzon d'avoir constitué une "cellule terroriste anarchiste" et inculpés de terrorisme et collaboration ou participation à bande armée. Trois des catalans étaient sortis rapidemment de prison sous caution (3000 et 12 000 euros), tandis que le quatrième, Fernando, sortait le 10 mars 2003 contre 12 000 euros de caution. Enfin, Emilio, d'Almeria, ne sortait que le 29 mars après avoir été baluchonné dans huit prisons en un mois.*

*DANS LA NUIT DU **15 AU 16 SEPTEMBRE 2003**, six autres compagnons anarchistes de Barcelone sont arrêtés, quatre maisons et une voiture perquisitionnés. Ils sont accusés d'appartenir à une "organisation terroriste anarchiste" ayant commis "divers sabotages urbains" dans cete ville depuis mars et envoyé le colis piégé reçu par le consulat grec de Madrid le 8 septembre, en solidarité avec les prisonniers de Thessalonique, ce qui donne "tentative terroriste de meurtre". Enfin, ils sont aussi accusés d'avoir planifié deux assassinats (contre le conseiller catalan Jordi Alvinya et le journaliste Luis Del Olmo), de détention illégale d'armes et explosifs.*

Le 20 septembre, Teodoro est relâché et placé sous contrôle judiciaire, tandis que les cinq autres sont incarcérés. D'après les informations, tous sont régime FIES 3, le régime d'isolement appliqué aux membres de groupes ou bandes armées. Enfin, un mandat d'arrêt international est lancé contre Iñigo, disparu dans la nature. Selon les infos de la CNA, Joaquin a confirmé devant le juge l'envoi et la fabrication du colis piégé, Rafa a simplement reconnu une attaque explosive contre une banque et les trois autres (Roger, Igor, Carol) n'ont rien déclaré.

Coupables de solidarité

LE **16 SEPTEMBRE DERNIER** à l'aube, la Guardia Civil fait irruption dans différents domiciles de Barcelone. Au cours de cette opération menée sur ordre de l'Audienca Nacional (cour antiterroriste située à Madrid), six anarchistes sont arrêtés puis transférés à Madrid où ils resteront en détention cinq jours en vertu de la loi anti-terroriste. Le hasard a voulu que ce soit la star des juges, Baltasar Garzon, qui soit de permanence ce jour-là, et c'est donc lui qui les a interrogés. Et sa main ne tremble jamais lorsqu'il doit signer quelque papier [ordonnance d'incarcération].
Les geôles de l'Etat espagnol vont donc accueillir en leur sein cinq révolutionnaires de plus, tandis qu'un autre anarchiste qu'ils n'ont pas réussi à capturer a désormais un mandat d'arrêt international au train.

Une simple formalité bureaucratique lancée par un inquisiteur expérimenté. En fin de compte, cet illustre juge a un public qu'il n'a pas le droit de décevoir, entre un autographe et un autre, il sourit avec la satisfaction du travail bien fait. Ces cinq têtes alignées sur un plateau s'ajoutent à son long curriculum de bourreau en toge. Comme d'habitude, les médias remplissent leur fonction en servant de caisse de résonance à la "version officielle" préfabriquée dans quelque bureau d'un commissariat. Une chaîne de télévision quelconque diffuse en direct des images des arrestations et les pages de presque tous les journaux nationaux reproduisent la nouvelle du démantèlement d' "une cellule anarchiste qui pratiquait le terrorisme urbain".
On retrouve une fois de plus le scénario prévu dans ce genre de cas : connexions italiennes, relations étroites avec des prisonniers FIES, objectifs sélectionnés pour commettre une vague imminente d'attentats..., avec cette fois une nouveauté dans l'habituelle scénographie répressive. Certains de ces anarchistes emprisonnés sont accusés du délit de "conspiration visant à l'assassinat", celui d'un bavard radiophonique connu.

L'introduction de ce nouvel élément met en évidence le fait que quiconque ose défier l'ordre établi peut être accusé d'une multitude de charges graves créés à l'avance pour s'adapter à son profil et sa situation personnelle. C'est-à-dire qu'une fois qu'ils t'ont mis aux oubliettes, ils ont carte blanche pour t'accuser des délits qui leur conviennent le mieux, que tu sois concerné ou pas. Ils ont seulement besoin de noms sur lesquels placer l'étiquette "coupable". Toute personne qui ne garde pas un silence respectueux est susceptible de l'être. Ce silence respectueux, c'est celui qu'il faut garder face à l'autorité en place. Mais, quant à nous, nous préférons continuer de tout ignorer de ce silence-là.

Au-delà des notions juridiques de "coupable" ou "innocent", nous tenons à avoir clairement à l'esprit que si la mécanique inquisitoriale a enfermé ces anarchistes, et pas d'autres, c'est parce que leur théorie/pratique quotidiennes étaient trop dérangeantes et qu'elle pouvait de se généraliser. Elle dérange et elle gêne, non seulement à cause des sabotages présumés dont on les accuse, mais aussi parce que leur façon de penser/agir suppose la négation et la désacralisation de toutes les valeurs de l'ordre établi. De son côté, la social-démocratie rejoue le rôle de domestication des luttes que lui a assigné l'Etat/Capital. Elle désigne du doigt ceux avec lesquels il ne convient pas de se solidariser et crée les martyrs dont elle a besoin. Ce qui est triste est qu'elle le fasse sur la souffrance et l'incarcération de compagnons, qui le sont bien au-delà des sigles et des labels. La victimisation, c'est-à-dire la création de "victimes" ne profite qu'au pouvoir.

Ceux dont la façon de penser/agir suppose une agression évidente contre la domination, ne peuvent être que nos compagnons. Ceux qui défient la domination risquent leur propre peau et ne peuvent être que nos complices et bien sûr nos frères.

La solidarité se fera sous forme de prolongement de leur lutte. Le temps de la déroute n'est pas encore venu.

Liberté pour les anarchistes enfermés en Grèce, à Valence et à Barcelone !

Des anarchistes coupables de solidarité

[Tract traduit de l'espagnol, publié le 10 novembre 2003 sur http://nodo50.org/desdedentro]

Une lettre de Carolina



Brieva, 30 octobre 2003

Chers amiEs et compagnon-ne-s,

Nous voici encore ici, sur la barricade n°13 du front d'Avila.
Oui, vous voyez, mon baraquement, c'est le n°13. Je n'ai jamais été superstitieuse, mais là il me plaît de penser que ce détail me portera chance.

Malgré tous ces jours nuageux et de si basses températures, mon esprit continue à voler haut et librement. Et je veux que vous sachiez que vos lettres sont capables de franchir les murs et de traverser les grilles. Elles arrivent, je ne sais pas si elles le font toutes, mais elles arrivent. Les mots me font sourire, me donnent de la force et ces autres paroles, celles qui ne sont ni dites ni écrites, mais tellement ressenties me vont droit à l'âme.

Vous comme nous, savons que lutter vaut toujours le coup, et que résister a cessé d'être une option pour devenir à la fois une nécessité et un plaisir. Cette certitude nous lie tellement qu'aucun centre d'extermination, aucun régime d'isolement, aucune condamnation à des années d'emprisonnement sans pouvoir nous embrasser ou nous regarder dans les yeux ne pourront jamais nous séparer.

La cellule qu'ils m'ont assignée ne fait pas beaucoup de mètres, mais ici vous êtes tout de même avec moi. C'est la seule sorte de visites qu'ils ne pourront ni autoriser ni refuser, et dans laquelle ils ne pourront jamais s'immiscer. De même, j'espère que vous me sentez avec vous dehors, à chacun de vos pas, car c'est pas à pas (et en trébuchant aussi) que la magie de notre lutte fera de l'anarchie une réalité. Une réalité qui a commencé à prendre forme dans nos cœurs, nos relations, notre quotidien. Et ce n'est pas une simple illusion, je l'ai vu dans les yeux de mes compagnons au moment d'entrer en prison, et, même si je ne vous vois pas, je continue à le deviner dans leurs et dans vos regards.

Notre décision a consisté à rompre les chaînes et à essayer de nous réapproprier nos vies, et malgré les conséquences d'une telle décision, aussi dures soient-elles, elle ne peut faire de nous des esclaves, au contraire, elle nous rend libres. Où que nous soyons, en prison ou en 4e degré [il y a trois degrés en FIES, le 4e est donc par dérision la "liberté" du dehors], nous portons la liberté en nous, bien que nous ne l'ayons pas encore découverte.

Je sais que nos compagnons emprisonnés à Thessalonique ont commencé une grève de la faim le 5 octobre dernier. Je tiens à leur transmettre tout mon soutien d'ici. Qu'ils sachent que la distance n'existe pas entre nous, qu'aucun mur n'est suffisant pour nous éloigner et qu'ils sont très présents à mon esprit.
Par ailleurs, j'ai pu lire comment la presse officielle utilise notre lutte de solidarité avec les prisonniers FIES pour nous présenter comme des éléments dangereux et "déstabilisants". Ainsi donc, selon Cette presse, nous aurions rendu visite à des prisonniers des GRAPO [groupe de lutte armée maoïste] et à Claudio [Lavazza, Ndlr], cet anarchiste "cerveau et responsable" de tout ce qui se passe. Peut-être ces professionnels du mensonge ont-ils consulté l'IIPP [le registre des parloirs] et savent-ils qu'il n'en est rien. En réalité, on nous a toujours refusé ces parloirs pour "raisons de sécurité". Mais à part ce détail, oui nous avons participé à la lutte pour l'abolition des FIES et pour les autres revendications. Et bien sûr nous continuons et continuerons à le faire.

Vous savez déjà qu'ils nous ont placé en FIES 3. C'est inscrit dans mon livret de prisonnière, mais cela ne m'a jamais été notifié en tant que tel. Ce qui veut dire que nos conditions de détention sont un peu spéciales, bien que nous soyons dans un module de second degré, comme ici.
C'est différent dans chaque prison, mais à Brieva ces conditions spéciales se traduisent par le fait que nous devons être seules en cellule et qu'ils ne peuvent nous mettre dans des cellules jouxtant une autre prisonnière FIES, nous ne pouvons participer aux activités comme l'atelier (pour "raisons de sécurité", bien sûr), ils peuvent fouiller à volonté nos cellules et interviennent dans toute communication (orales lors des visites, écrites et téléphoniques).

Les motifs donnés par le règlement pour une telle intervention sont : "la capacité criminelle et la dangerosité de la détenue, qui apparaît d'évidence dans le délit de terrorisme dont elle est accusée, et la possibilité que soient transmis à travers les communications des données pouvant avoir des répercussions sur la sécurité du Centre pénitentiaire et ses travailleurs".

C'est pour cela que nous ne pouvons envoyer plus de deux lettres par semaine. Pour le reste, le régime et les horaires sont les mêmes que pour les autres prisonnières. La différence la plus notable est que les matons doivent nous observer, analyser nos réactions, notre état d'esprit et nos relations puis faire suivre tout cela. Nos fiches seront constituées à partir de ces informations. Et on a déjà fait observer à plus d'une compagnonne non cataloguée FIES 3 qu'elle fréquentait trop certaines "mauvaises camarades" (il s'agissait de moi).

Je voulais aussi vous dire que mes relations avec les autres prisonnières sont bonnes et que le soutien que nous nous apportons est vital.

Voilà, c'est ainsi que je vis dans Cette petite prison de Brieva. Je vous donnerai d'autres nouvelles de moi car je pense que je vais rester ici un bon moment.

Solidarité avec Fernando, Carlos [1], Amanda, Eduardo [2] et à tous les prisonnierEs anarchistes et révolutionnaires !
Un salut très spécial à mes compagnons dans cette affaire !

Salut, anarchie
et démolissons les prisons !

Carol

NOUS NE DEMANDONS PAS
LA PERMISSION D'ÊTRE LIBRES
NOUS NE DEMANDERONS PAS NON PLUS
PARDON DE L'ÊTRE

1. Fernando et Carlos sont deux espagnols incarcérés à ce moment-là en Grèce suite au sommet de Thessalonique et en grève de la faim (voir p. 45)
2. Amanda et Edu sont deux anarchistes incarcérés depuis juillet 2003 (voir p.39)

[Lettre traduite de l'espagnol, publiée le 12 novembre 2003 sur http://nodo50.org/desdedentro]

On peut lui écrire :
Carolina Forné Roig
CP de Avila
Ctra Vicolozano-Brieva s/n
05194 Brieva Avila
Espagne

Et aux autres :
Rafael Tomas y Gaspar
CP Madrid 3
Ctra Pinto a San Martin de la Vega
Km 52
8340 Valdemoro (Madrid)
Espagne